



Szerszeń
(de frelon)

édition française

N° 7/8

Juillet-septembre 1978

SOMMAIRE.

- EDITORIAL.....p. 3

-LES SYNDICATS INDEPENDANTS (2).....p. 8

-POUR UNE CAMPAGNE INTERNATIONALE
CONTRE LA REPRESSIONp. 12

-SYNDICATS AU SERVICE DU PARTI.....p. 17

-REVUE DE PRESSE.....p. 21

-EN BREF.....p. 29

-LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DANS LE MONDE.....p. 35

-L'OPPOSITION INTELLECTUELLE ET
LA CLASSE OUVRIEREp. 43

**LA LUTTE POUR LE POUVOIR DE LA
CLASSE OUVRIERE NE PEUT ÊTRE MENÉE QUE
PAR LA CLASSE OUVRIERE ELLE-MÊME**

Szerszeń

(LE FRELON)

TRIBUNE LIBRE D'INFORMATION ET DE DISCUSSION

C A M A R A D E !

FRELON est une tribune libre qui te fera connaître le combat de la classe ouvrière en Pologne et dans les autres pays du bloc soviétique.

FRELON c'est une MAIN TENDUE entre tous LES TRAVAILLEURS
Le stalinisme et le capitalisme voilà l'ennemi dans le monde entier !!

ENSEMBLE pour la LUTTE de la CLASSE OUVRIERE
pour la VICTOIRE, pour le SOCIALISME

la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière, ne peut être menée que par la classe ouvrière elle-même.

c'est la ligne générale du FRELON

EDITORIAL

"l'union fait la force !"

E. BAŁUKA

C'est en avril 77 qu'est sorti le premier numéro du FRELON, bulletin d'informations dirigé vers la classe ouvrière polonaise. Il faut souligner ici que la rédaction du journal était tout à fait consciente à l'époque des difficultés que cela impliquait; En effet pour atteindre notre but il nous fallait surmonter la difficile question de la distribution du bulletin en Pologne et nouer des contacts avec des représentants de la classe ouvrière pour remettre directement LE FRELON entre leurs mains;

Ces deux questions fondamentales ont été en partie surmontées et actuellement les lecteurs polonais de l'intérieur du pays ont reçu les six numéros du FRELON, les uns après les autres. Cependant il est évident que le nombre d'exemplaires distribués est considérablement inférieur encore aux besoins.

De même il nous faudra encore plus développer par l'avenir nos contacts avec les ouvriers, les étudiants et la fraction combattante de l'intelligentsia en Pologne afin d'élargir nos rangs pour que notre bulletin touche des groupes encore plus importants de travailleurs, et devienne ainsi l'un des maillons de la chaîne du mouvement de résistance contre la dictature bureaucratique du P.O.U.P.

SZERSZEN-LE FRELON en tant que bulletin politique a bien évidemment son propre programme qui définit clairement ses buts et ses positions. Le but fondamental est évidemment de faire parvenir à nos lecteurs de l'intérieur du pays une information libre de la censure bureaucratique du parti.

Quant au but politique essentiel, c'est de mener la lutte contre le

régime du POUP tant haï par le peuple, de montrer clairement, faits à l'appui, le rôle rempli par les dirigeants du POUP qui continuent à utiliser des méthodes stalinienne de terreur et de répression car c'est par cette seule méthode qu'ils ont pu se maintenir jusqu'à présent au pouvoir.

Dans les modestes colonnes du FRELON, nous avons toujours donné des informations sur les pays capitalistes, sur la lutte du prolétariat contre l'exploitation dont il est l'objet, sur le chômage qui sévit dans les pays riches comme sur la misère des peuples d'Amérique du Sud, d'Asie ou d'Afrique.

Si nous donnons ces informations, c'est parce qu'il faut que la classe ouvrière polonaise, les étudiants, les intellectuels sachent que quelques soient les différences de systèmes économiques, c'est la même lutte partout et les mêmes enjeux.

Nous exposons très largement le problème de la collaboration politique et économique entre le camp soviétique et le monde capitaliste, coopération qui ne vise qu'à étouffer les élans révolutionnaires des peuples exploités et opprimés du monde entier.

Brejnev qui aime tant parler de la paix allume de plus en plus souvent en Afrique, en Asie des foyers de guerres fratricides.

La tragédie du peuple chilien a eu lieu parce que les services secrets de la CIA ont financièrement et politiquement appuyé Pinochet. Mais l'assassinat de plusieurs centaines de milliers de chiliens, ne dérange pas plus le président Carter que ses prédécesseurs, pour entonner ses hymnes sur le respect des droits de l'homme, la paix et autres formules creuses, qui n'ont aucune suite matérielle ou con-

crête.

Lors de la visite qu'il a rendu dernièrement en Pologne, Carter s'est agenouillé devant le monument aux morts de la dernière guerre après avoir apporté au régime de Gierek la somme rondelette d'un milliard de dollars pour maintenir la bureaucratie stalinienne au pouvoir. Et au cours de sa conférence de presse il a déclaré que la Pologne était un pays libre où par rapport aux autres pays du bloc soviétique il y avait beaucoup de libertés politiques et religieuses.

Il est possible qu'il ait été alors sous l'influence de son épouse Rosalyn qui venait de rencontrer le cardinal WYSZYNSKI. Mais le peuple polonais doit-il se contenter de cet unique attribut de liberté ? Le président Carter n'a pas pu le demander aux polonais, et j'ajoute quant à moi qu'il n'en avait pas la moindre intention.

Le Shah d'Iran lui aussi s'est empressé auprès du régime Gierek pour lui offrir son aide matérielle. Et le "communiste" Gierek n'a pas refusé cet argent provenant de sa majesté le Shah bien qu'en Iran pourrissent en prison des milliers de prisonniers politiques et que, soit avec son accord, soit sur son ordre, une grande partie de ceux-ci ait été purement massacrée et que les tortures dans les prisons iraniennes n'aient rien à envier à celles du moyen-âge.

D'ailleurs c'est le même défenseur des droits de l'homme, et le même fanatique religieux, Jimmy Carter qui s'est envolé après Varsovie directement pour Téhéran, serrer la dextre sanglante du Shah et discuter avec lui de la façon de lutter pour maintenir le statu quo mondial qui, lorsque la révolution mondiale le balayera emportera avec lui dans le néant et sa majesté Pahlevi, et Brejnev et les autres "protecteurs", oppresseurs des peuples.

Si je tiens à revenir sur ces faits si connus, c'est pour souligner notre position internationaliste et démontrer que le comité de rédaction de SZERSZEN-LE FRELON et ceux qui

collaborent avec nous sont étrangers à toutes les tendances étroites du chauvinisme nationaliste.

Certes nous reconnaissons tout à fait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit que ne peut venir limiter aucune influence politique ou économique de quelque puissance que ce soit, sans qu'entre en compte le système politique de celle-ci.

Et c'est bien au nom des droits de l'homme qu'il faut dénoncer le droit de Brejnev et de tout l'appareil politique du Kremlin à forcer les autres peuples à adopter le système stalinien de même que Carter n'a aucune base légitime pour imposer aux états moins puissants par la force de la puissance militaire des USA, le système d'oppression du capitalisme impérialiste, et jouer par là le rôle du gendarme N°1 dans le monde.

SZERSZEN-LE FRELON a pour plateforme d'action fondamentale les problèmes polonais.

Les treize points de notre programme ne prétendent pas être une plateforme complète et définitive du combat politique du peuple polonais.

Les points de notre programme sont et ne peuvent être qu'une plateforme de départ qui, dans une large discussion avec nos lecteurs et par la confrontation avec les programmes des autres organisations de gauche combattant dans le pays et en émigration, devrait permettre d'aboutir à une entente entre tous les groupes ayant pour but le combat contre l'oppression et l'exploitation, et le pouvoir des travailleurs, qui, producteurs de tous les biens matériels devraient pouvoir en assurer la gestion en prenant le contrôle du pouvoir économique et politique.

Voici le programme du FRELON.

- o- 1: Liberté du pays.
- o- 2: Destruction du monopole du POUP qui ne représente pas les intérêts de la classe ouvrière mais est soumis servilement au P.C.U.S.
- o- 3: Evacuation par l'armée du Kremlin du territoire polonais.

o- 4: Dissolution des forces répressives de la milice MSW qui dépendent du ministère de l'intérieur et ont pour modèle les formations hitlériennes des SS et staliniennes du KGB.

o- 5: Syndicats indépendants soumis à aucun parti politique, ni aucune autorité administrative ou gouvernementale.

o- 6: droit de grève (garanti par la Constitution)

o- 7: Garantie des libertés individuelles, de la liberté de réunion et de rassemblement (garanti par la Constitution).

o- 8: Liberté de la presse, de la radio, de la TV, suppression de la censure ce qui concerne aussi toutes les publications des gens de lettre et écrivains.

o- 9: Constitution de conseils ouvriers, dans les entreprises qui auront une voix décisive dans les affaires économiques et sociales.

o- 10: Changement de la procédure des élections au parlement. Le parlement actuel est une parodie car les députés acclament seulement les décisions du comité central du POUP.

o- 11: Garantie constitutionnelle que l'armée polonaise et les formations armées de la milice civile MO, n'interviennent pas contre les manifestations et contre les ouvriers en grève.

o- 12: L'autonomie des universités et des écoles supérieures (que garantit la Constitution)

o- 13: Annulation des accords avec l'URSS, traités nuisibles à la Pologne - entre autres Yalta, Téhéran, Potsdam). — o0o —

Après un an d'activité, la rédaction de SZERSZEN-LE FRELON organise une conférence de travail et de discussion qui a pour but de renforcer notre action selon les remarques et propositions que nos collaborateurs et sympathisants pourront avancer lors de cette conférence.

Nous savons qu'une lutte décisive

se produira de toutes façons dans le pays entre la classe ouvrière, les travailleurs intellectuels et les étudiants d'un côté, et de l'autre l'appareil bureaucratique.

Cela ne diminue en rien le rôle que peuvent jouer les organisations de gauche combattant dans l'émigration et dont le devoir est d'aider et renforcer les groupes d'opposition dans le pays, et avant tout d'aider à la jonction de ces groupes en leur faisant parvenir toutes les informations, publications et samizdats qui arrivent par voies illégales à l'ouest

Je ne pense pas qu'il soit erroné de dire que c'est justement dans l'émigration qu'on peut voir avec le recul nécessaire le processus qui aboutira à l'épreuve de force entre l'opposition et le régime bureaucratique de monoparti du POUP.

Nous avons toutes possibilités de développer un réseau d'organisation à l'intérieur du pays, car l'histoire nous a appris que cela a été possible à toutes les époques, y compris dans la Pologne des partages, et sous la terrible terreur hitlérienne durant la IIème guerre mondiale.

Adopter une telle voie d'action, une telle ligne politique, c'est nous rallier la classe ouvrière et la fraction saine de l'intelligentsia, c'est allumer le brandon de la lutte au sein de la jeune génération et son avant-garde sociale en quelque sorte, les étudiants.

Les derniers événements qui se sont produits dans la province de Lublin démontrent que les paysans de Pologne eux-aussi rejoignent le combat contre le régime des bureaucrates

Des événements d'une ampleur comme ceux de Poznan 56, la révolte étudiante de 68, décembre 70 et janvier 71 dans les villes de la Baltique sont la preuve que la société polonaise combat.

La grève générale de juin 76 qui a paralysé toute l'économie du pays pendant 24 heures, c'est la preuve de l'unanimité générale, la confirmation de la force de la classe ouvrière de-

vant laquelle le régime bureaucratique de Gierek a reculé, in... il possède un formidable appareil de répression, et le soutien militaire et politique du Kremlin.

Mais en dépit de tous ces "succès" que je n'énumérerai pas dans le détail le combat politique en Pologne a certaines faiblesses. Son expression subjective par rapport à son activité objective contre le régime, est bien en retard.

Dans les pays occidentaux on qualifie souvent la Pologne comme pays à l'avant-garde de la "révolution politique", mais malheureusement si les organisations bourgeoises, de droite, ni la presse des partis communistes occidentaux ne soulève la question de savoir JUSQU'OU LE COMBAT REVOLUTIONNAIRE DOIT-IL CONDUIRE LE PEUPLE POLONAIS: QU'EST-CE QUI DOIT EXISTER APRES LA DESTRUCTION DE LA BUREAUCRATIE STALINIENNE?

IL FAUDRAIT REVENIR AU CAPITALISME ???...

En Pologne les moyens de production, mise à part la majeure partie de l'agriculture, ont été étatisés, et ce, bien que sous les différents gouvernements bureaucratiques ils ne soient pas au service de la classe ouvrière, du peuple, et que les ouvriers et travailleurs intellectuels n'aient aucune influence sur le partage des biens matériels produits.

Le prolétariat polonais n'a absolument aucune prise sur les décisions politiques bien que le régime bureaucratique définisse la RPP comme un état socialiste.

L'article premier de la Constitution stipule:

"-1 La République Populaire de Pologne est un état socialiste.

-2 Dans la RPP le pouvoir est entre les mains du peuple travailleur des villes et des campagnes."

L'opinion de plusieurs millions de polonais est qu'un tel état de choses ne peut pas durer plus longtemps. Le moindre incident, la moindre

provocation du pouvoir bureaucratique peut provoquer l'explosion d'une véritable révolution.

Et c'est parce que l'hégémonie de la classe ouvrière dans la lutte contre le régime est si affirmée qu'il faut dès maintenant étudier la question de la nature d'un programme politique d'action ainsi qu'entreprendre les premiers pas vers l'unité d'action de toutes les organisations ou groupes de l'opposition combattant dans le pays ou en émigration.

Nous connaissons malheureusement quelles sont les traditions de méfiance qui existent entre les ouvriers et les intellectuels, traditions que les bureaucrates du POUP ont réinculqué à la société polonaise car pour eux l'unité du peuple représente le plus grand danger qui puisse les menacer.

Notre tâche à nous dans l'émigration est de tout faire pour aider à l'union des forces de la classe ouvrière, des travailleurs intellectuels et de la jeunesse pour accélérer la destruction de la dictature du POUP sur le peuple.

Pour que les choses soient claires il faudra élaborer un programme politique commun d'action dans cette voie de la jonction entre les groupes d'opposition combattant dans le pays, et la classe ouvrière.

La première tâche des travailleurs polonais et la plus importante, est la fondation de syndicats indépendants sur la base de l'initiative des ouvriers de Katowice et Gdansk.

Les syndicats existant sont une simple courroie de transmission du POUP et il faut les désavouer complètement, puis à une étape suivante exiger leur dissolution car ils ne sont pas au service des travailleurs, mais au contraire c'est un appareil d'oppression du prolétariat.

Le programme du FRELON contenu dans les treize points reconnaît le pluralisme des partis comme un principe de la démocratie.

Comme dans le futur de nouveaux soulèvements révolutionnaires contre la bureaucratie sont inéluctables en Pologne, il faut au sein de la classe ouvrière propager le principe de fondation d'un véritable parti ouvrier qui aurait pour programme la construction du socialisme qu'attendent on le sait des millions de polonais.

En même temps LE FRELON luttera pour l'union des forces contre l'ennemi commun, la bureaucratie du POUP, combattant tout sectarisme étroit, ainsi que toute tendance au monopole de "l'importance" que certains groupes pourraient mettre en avant.

La classe ouvrière représente la majorité du peuple polonais, elle devrait donc être représentée par une organisation, qu'elle forgerait elle-même, tout en ne perdant pas de vue l'action commune avec d'autres partis et organisations de différents groupes sociaux. Cette organisation aurait pour but et programme, dans ses statuts comme dans son activité concrète fondamentalement: la LIBERTÉ DU PAYS, la DEMOCRATIE, LE SOCIALISME.

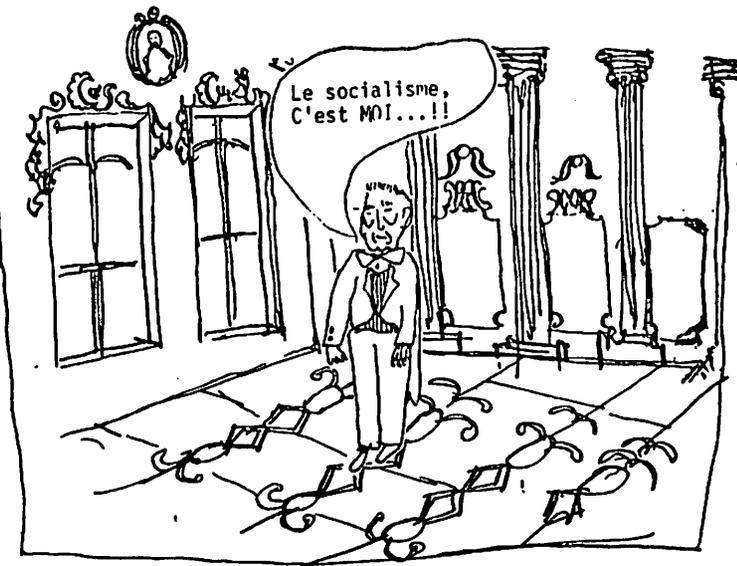
EXIGE L'UNITE DE TOUT LE PEUPLE POLONAIS. septembre 1978.

A cette conférence nous discuterons de ces problèmes politiques en assurant bien sûr la possibilité à tous les participants d'exprimer dans les débats leurs propres convictions politiques qui seront discutées démocratiquement sans aucune forme de discrimination ou de pression.

Nous tenons à déclarer que nous portons le plus grand respect à tous les militants de l'opposition combattant dans le pays; à ceux qui ont signé nominalement des déclarations publiques ou des publications samizdats édités dans le pays, comme à tous ces combattants clandestins sans lesquels l'action de l'opposition serait impossible.

Et si nous voulons combattre pour l'unité d'action de ces groupes, et de la classe ouvrière, nous ne nous donnons absolument pas pour objectif leur regroupement dans une seule organisation de l'opposition.

Mais nous disons que la destruction du régime bureaucratique du POUP et l'élevation des fondements de la démocratie, la marche vers le socialisme,



Edward GIEREK, dans l'une de ses nouvelles villas.

LES SYNDICATS INDEPENDANTS(2)

MICHEL STELL

L'article que nous reproduisons ici pose l'une des questions fondamentales de la lutte des classes aujourd'hui, celle de l'indépendance des organisations des travailleurs, dans son contexte international.

Ce problème a toujours été considéré comme d'une importance capitale pour la rédaction du FRELON, c'est pourquoi, elle annonce à ses lecteurs son intention de publier dans ses prochains numéros un cycle d'articles sur cette question, notamment en Europe, Italie, Espagne, Portugal, Grande-Bretagne, Allemagne etc...

Nous annonçons cette série, pour que d'une part nos lecteurs comprennent que le cadre de cet article est trop limité pour englober toutes les aspects de la question, et pour qu'ils nous envoient éventuellement leurs remarques ou contributions que nous publierons volontiers.

Dans le N° 6 du FRELON, la rédaction avait décidé la publication de tous les documents à sa disposition, et mêmes disponibles à l'ouest, sur la naissance en URSS, puis en Pologne de syndicats des travailleurs indépendants du parti et, le parti s'étant confondu absolument avec l'appareil d'état, a forcé l'indépendant de l'administration et de l'état.

En honne place a toujours figuré dans le programme en treize points du FRELON cette question:

- " Point N° 5: les syndicats indépendants soumis à AUCUN parti politique, ni AUCUNE autorité administrative ou gouvernementale.

En Pologne même le combat des travailleurs pour la construction de leurs organisations de classe indépendantes a toujours été au centre de la lutte de la classe ouvrière polonaise.

Aussi bien avant-guerre, lors des puissants mouvements de grève du prolétariat polonais contre le chômage, les conditions misérables d'existence, contre les gouvernements de Pilsudski, puis Reck.

-(1)- Le congrès d'unification entre le P.P.R -Parti Ouvrier Polonais- créé de toutes pièces par Moscou et le P.P.S.-Parti Socialiste Polonais- eut lieu du 15 au 21 décembre 48, après la liquidation physique ou politique des dirigeants historiques de ce parti et la trahison de CYRANKIEWICZ futur 1er ministre

De même pour imposer son pouvoir le P.P.R.-Parti Ouvrier Polonais- aux ordres du Kremlin, a dû avant tout détruire les organisations indépendantes de la classe ouvrière, ses conseils, et ses partis traditionnels

Et ce n'est qu'en 1948 après "l'unification" du PPR avec le PPS, qui signifiait purement et simplement la liquidation de ce dernier, que le pouvoir monolithique de la bureaucratie en Pologne, agence satellite veillant aux intérêts de la "filiale-mère" du Kremlin, a pu s'affermir enfin.

De même en 1956, les travailleurs polonais, comme il découle des nombreux textes des différents comités ouvriers parus alors, placèrent à nouveau au premier plan cette question.

Le régime de Gomułka fut alors obligé de reconnaître les "conseils ouvriers", limitant cependant dès le début leur pouvoir aux questions purement de gestion économique, et à l'enceinte de l'entreprise.

Dès 1958, cette "fonction" allait elle aussi devenir purement formelle.

Il n'est pas besoin de décrire longuement comment sur la base des événements de décembre 70, puis janvier 71 les travailleurs de SZCZECIN réacti-

vent à l'échelon de l'entreprise les organisations syndicales, grâce à des élections démocratiques contrôlées par la Commission Ouvrière issue du Comité de grève des chantiers WARSKI

Mais cette tentative de reconquête de "réappropriation" des syndicats ne dépasse pas l'échelon régional et se solde par une purge, des syndicats, de tous les militants ouvriers qui avaient voulu refaire des syndicats l'instrument de défense des intérêts des travailleurs qu'il devrait être.

Ceux-ci, dans le meilleur des cas, "tenus à l'écart" de la vie de l'entreprise, économique, politique et sociale, sont le plus souvent licenciés sous le moindre prétexte dès que l'occasion se présente. Certains comme GOLASZEWSKI et ULFIK, assassinés, le paieront de leur vie.

La création de nouveaux syndicats en Pologne, syndicats indépendants, est le produit direct de la grève générale du 25 juin 76, de la victoire remportée alors sur le gouvernement JAROSZEWICZ-GIEREK, qui depuis est dans cette situation de blocage total qu'on connaît, c'est le produit du développement d'une opposition de plus en plus large et forte, sur cette base.

Actuellement le gouvernement tente par tous les moyens d'endiguer ce mouvement, des travailleurs vers la reconstruction de leurs organisations indépendantes, mais justement, en Pologne, les moyens dont la bureaucratie dispose sont très limités.

Le régime est totalement compromis. GIEREK, d'évidence n'as pas de remplaçant possible dans l'appareil du parti. Avec lui les syndicats, comme l'explique un de nos collaborateurs - (1) - qui prit par lui-même aux événements de 70/71, puis milita au sein des syndicats officiels pour y faire entendre la voix des travailleurs, en fut chassé, et subit les conséquences de ses actes; les syndicats eux-mêmes sont maintenant "nus" face aux

-(1)- cf article de MARIA: "NOTRE FEUILLETON(2)-LES SYNDICATS AU SERVICE DU PARTI" - Nous ne donnons aucune information sur ce militant afin de le protéger des "atteintes" dont il pourrait encore faire l'objet.

masses.

Avec les fondateurs du syndicat libre de la Baltique, les travailleurs estiment en effet que:

"Le mouvement syndical en tant que tel a cessé d'exister en Pologne il y a 30 ans. (...) Le regroupement de tous les syndicats les ont tout simplement transformé en représentants de l'unique employeur et non des travailleurs.

Le POUP a fait du syndicat le prolongement de ses propres structures et un instrument docile pour organiser l'exploitation de toutes les couches sociales."

Les syndicats libres sont à la fois un défi, un enjeu décisif, et de la lice ne peut sortir que le seul vainqueur.

Le régime recule l'affrontement, car sa position est aujourd'hui des plus défavorables, mais l'explosion, de toutes évidences et surtout en Pologne, est inéluctable maintenant. Seuls les délais peuvent être sujets à discussion.

C'est dans cette situation, et parce que cette situation est telle, que TOUT LE MONDE, partis bourgeois, et partis ouvriers traditionnels, gardent un mutisme convaincant qui en dit long sur l'importance du problème.

Car de quelque façon qu'on prenne ce problème, délicatement entre deux doigts, par derrière, par surprise, il contient une charge explosive pour les caciques en place à l'ouest comme à l'est.

L'indépendance des syndicats est en effet aujourd'hui partout une question brûlante et centrale. Dans les pays où les travailleurs doivent conquérir ce droit de haute lutte, comme dans ceux où l'enjeu de la lutte des classes passe par la défense de celui-ci, conquis par les générations de travailleurs précédentes.

Ainsi en France, cette question va prendre dès la rentrée toute son ampleur après les "accords" signés dans différents secteurs de l'économie, que ce soit l'éducation nationale ou la métallurgie, entre le patronat et les

syndicats.

Ces accords qui ne visent qu'à faire prendre en charge la politique d'austérité, de chômage, de licenciements, de hausse du coût de la vie, du gouvernement capitaliste, par les dirigeants des grandes organisations ouvrières et centrales syndicales, et remettent en cause par là le caractère même d'indépendance de ces organisations ouvrières.

C'est un fait, comme en Pologne, en France, les travailleurs atteints par la baisse de leur pouvoir d'achat victimes du chômage, à qui on voudrait imposer la politique du gouver-

nement qui ne représente pas les intérêts de tous les français comme il le prétend-ni même d'ailleurs de la moitié comme le prétendent les partis ouvriers traditionnels-mais uniquement l'intérêt du patronnat; les travailleurs veulent l'unité pour combattre ce gouvernement qui remet en cause leur niveau de vie et leurs conquêtes, pour chasser cette assemblée nationale dont le "démocratisme" n' a rien à envier à la Diète de la rue WIEJSKA, même s'il faut tenir compte des différences de système économique et politique, et donc de situation.

Je sais qu'en affirmant cela j'é-



Z.Z. Związki Zawodowe - Initiales des syndicats officiels sous le contrôle du parti que l'ouvrier, fondateur des syndicats libres veut détruire.

tonnerai, voire ferai hausser les épaules à beaucoup de travailleurs polonais qui s'imaginent toujours la France comme en "1789, berceau des libertés et avant-garde des peuples", mais la vérité ne flatte pas toujours les convictions bien ancrées...!

Nous avons relaté dans le détail dans LE FRELON N° 5 la grève des 160 000 mineurs américains qui avaient donné du fil à retordre à Carter. Là aussi, il s'agissait bien de la défense de l'indépendance de classe des mineurs organisés, qui refusaient de voir leur droit de grève dépendre de la volonté des patrons, et leur syndicat transformé en simple chien de garde des intérêts de ceux-ci, pénalisant d'amendes élevés tous les grévistes.

Indépendance des organisations syndicales encore en jeu comme le relatent dans leur appel les mineurs de NACORAZI que nous reproduisons intégralement dans un autres article-(1)-

" (...) En même temps que d'autres mouvements au Mexique, 5 700 travailleurs du complexe industriel minéro-métallurgique "LA CARIDAD" à NACORAZI (province de SONORA), luttent depuis QUATRE ANS et organisent le REFUS DU SYNDICAT IMPOSE PAR LE PATRON.

Et ils terminent leur appel sur:
" POUR LA DEMOCRATIE ET L'INDEPENDANCE SYNDICALE AU MEXIQUE ET DANS TOUS LES PAYS... "

Un appel qu'on pourrait reprendre à Paris comme à Varsovie et qui montre combien l'indépendance des organisations des travailleurs se trouve aujourd'hui au centre de tous les combats, parce que c'est la question décisive qui partout tranchera du sort de la lutte des classes.

Parce que c'est par et dans ses organisations qu'elle a forgé au cours de plus d'un siècle de combat, qu'elle a renforcé et reconstruit toujours et partout, que la classe ouvrière, les travailleurs pourront jeter bas le fardeau pourri de l'ordre mondial actuel, que le pouvoir des travailleurs pourra entreprendre la construction de la DEMOCRATIE et donc du SOCIALISME.

humour

SANS RIME

" A propos des dirigeants de la grève de juin 76 à URSUS accusés devant le tribunal d'avoir fait dérailler une locomotive:

-Ils ont fait dérailler une locomotive
-Et je ne sais à quelles peines on les condamnera.
-Ni s'ils auront suffisamment de matraques
-Pour y donner force de loi.

-Mais "la locomotive de l'histoire qu'
est la révolution
-Qui l'a faite déraillée??
-Qui l'a faite manoeuvrer sur une voie de garage??
-Qui l'a attelée aux convois du GOULAG?
-MESSIEURS LES JUGES; QUI A FAIT DERAILLER LE SOCIALISME??

Tadeusz POLANOWSKI
tiré du Dziennik Londynski

POUR une campagne internationale contre la répression

LE FRELON dans son programme d'action a toujours été guidé par son point de vue internationaliste. En même temps il affirme son souci constant de mener la lutte pour que soit mis en pratique le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, droit que ne peut limiter aucune influence étrangère. De même SZERSZEN-LE FRELON affirme et combat, pour la question polonaise au centre de son action comme pour toutes les autres, pour l'union des forces contre l'ennemi commun, le capital et son agence dans les pays où la propriété privée des moyens de production a été abolie, le stalinisme, car cette union est nécessaire pour la victoire commune, l'élévation des fondements de la démocratie, la marche vers le socialisme.

Dans la conférence européenne réunie à Paris les 4, 5 et 6 août, Szerszen, bulletin d'information indépendant, a développé le thème de la lutte des travailleurs dans le monde entier, mais par rapport à la discussion générale sur la construction des Etats-Unis socialistes d'Europe, et le combat contre la répression comme plateforme d'action commune concrète, notamment sur la question de l'occupation de l'Irlande par l'armée de l'impérialisme britannique, et celle de la Tchécoslovaquie depuis maintenant 10 ans par les troupes du Kremlin.

Pour l'information complète de nos lecteurs, nous publions ci-dessous le procès-verbal de cette réunion européenne à laquelle ont participé les organisations suivantes:

ALLEMAGNE: (RFA et RDA) Des militants du S.P.D. - du syndicat de l'enseignement G.B., de I.A.K. (pour la reconstruction de la IVème internationale).

ANGLETERRE: des militants du Labour Party, des Trade-Unions, Bulletin Group, British Committee pour la reconstruction de la IVème internationale.

BELGIQUE: des militants du Parti Socialiste Belge, et du Groupe Trotskyste de Belgique.

ETAT ESPAGNOL: des militants du PSOE, de l'U.G.T., du P.O.U.M. (Catalogne), du Comité Catalan contre la Constitution espagnole, de l'Esquerra Nacional, du C.O.A.S., de l'organisation Cuarta Internacional.

FRANCE: de l'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la quatrième internationale)

IRLANDE: des militants de l'Irish Labour Party, du Socialist Labour Party, des Trade Unions, du Mouvement Républicain (Sinn Fein), de la League for a Workers Republic (pour la reconstruction de la IVème internationale).

ITALIE: du Collectivo Operaio Portuale de Gênes, de militants du P.S.I., et du Comité d'Organisation.

POLOGNE: du bulletin "LE FRELON"

SUISSE: de militants du P.S., des Jeunesses socialistes, du Groupe Trotskyste de Suisse

TCHÉCOSLOVAQUIE: De l'Opposition Socialiste Tchécoslovaque.

un militant du CLTA (Comité de Liaison des Trotskystes Algériens) a participé à la réunion.

"Certains des militants qui participaient à la réunion le faisaient à titre personnel, d'autres militants représentaient leurs organisations respectives."

"La délégation irlandaise a proposé que soit organisée une campagne internationale contre la répression.

Cette proposition, la réunion européenne l'a faite sienne et a adopté l'appel ci-joint.

L'amendement proposé par les représentants du Collectivo Operaio a été repoussé à l'unanimité moins deux voix.

Les représentants du Collectivo Operaio n'ont pas contresigné l'appel

Tous les participants de la réunion européenne ont adopté et contresigné une déclaration jointe exigeant le retrait des troupes britanniques et soviétiques d'Irlande et de Tchécoslovaquie. Ils se sont engagés à mener campagne dans leur pays sur cette déclaration.

Ils ont adressé un télégramme unanime pour protester contre les poursuites engagées contre le militant catalan JORDI GIL, poursuivi pour "injure au drapeau".

Un débat s'est engagé sur les principaux problèmes posés par le combat des peuples opprimés pour l'indépendance nationale, conjoint au débat du prolétariat contre le capitalisme et la bureaucratie.

La réunion européenne propose que soit discutée la possibilité de convoquer une Conférence Européenne sur l'ordre du jour suivant:

-1: Bilan de la campagne internationale contre la répression.

-2: La question nationale en Europe.

-3: Les élections au Parlement Européen.

Saisie d'une proposition de l'Organisation Communiste Internationaliste, d'organiser un meeting international contre la répression, vendredi 26 janvier 1979, la réunion européenne propose qu'une Conférence Européenne soit convoquée les 27, 28 et 29 janvier 1979.

Proposition sera faite que soit établie, sous une forme à discuter, une coordination pour développer le combat international contre la répression et pour permettre de poursuivre les débats engagés.

Procès verbal de la réunion européenne réunie à Paris les 4-5-6 août 1978.

APPEL DE LA REUNION EUROPEENNE POUR L'ORGANISATION D'UNE CAMPAGNE INTERNATIONALE CONTRE LA REPRESSION

"Nous, militants du mouvement socialiste et démocratique, nous prenons note de l'appel lancé par des membres dirigeants du mouvement ouvrier irlandais pour une campagne internationale contre la répression en Irlande, appel qui déclare":

" Nous prenons l'initiative de lancer un appel au mouvement ouvrier et démocratique international. La classe ouvrière du Nord de l'Irlande traverse une fois de plus une nouvelle période de misère dans la longue et triste histoire du peuple irlandais, comme en témoignent la mort récente

" par pendaison, dans les locaux de la police, de Brian MAGUIRE et les conditions inhumaines et intolérables qui existent dans le bloc H de la prison de LONG KESH où 300 prisonniers gisent nus dans des conditions d'hygiène effroyables.

" Nous attirons votre attention sur le fait qu'à la récente conférence du IRISH CONGRESS OF TRADE UNIONS, une résolution fut votée, demandant une "enquête publique au sujet de la mort de Brian MAGUIRE et des faits contenus dans le rapport d'AMNESTY INTERNATIONAL.

" Nous, membres actifs du mouvement ouvrier, prenons l'initiative, en nous appuyant sur les traditions centennaires du mouvement ouvrier et démocratique, d'en appeler à celui-ci pour qu'il soutienne nos légitimes revendications:

" - Nous demandons que la pleine lumière soit faite sur le sort du jeune militant syndicaliste Brian MAGUIRE, trouvé pendu dans sa cellule.

" - Nous demandons le rétablissement immédiat du statut de prisonnier politique pour les victimes de la répression, emprisonnées pour la lutte pour leurs idées.

" - Nous exigeons qu'il soit immédiatement mis fin à l'usage de la torture.

" Nous savons que cet appel sera entendu. Nous le savons car le mouvement ouvrier et démocratique international comprend que nos revendications ne sont d'aucune manière dirigées contre la classe ouvrière britannique, et ses organisations avec qui nos aspirations dans la lutte pour une vie meilleure et pour la liberté sont totalement liées."

;
°
°

Nous faisons nôtres les exigences de cet appel.

Nous affirmons notre opposition à toute répression, partout dans le monde, et notre défense de toutes les victimes de la répression.

Nous affirmons le droit de la classe ouvrière à créer ses propres syndicats indépendants des états et des partis, en soulignant, en particulier, le refus d'observer ce droit en Europe de l'est et en URSS, et nous condamnons les arrestations et la persécution de ceux qui organisent ces syndicats.

Nous condamnons la répression sauvage et le meurtre de ses opposants par le gouvernement Videla en Argentine.

Nous nous élevons contre la répression qui s'étend à la plupart des pays du continent latino-américain.

Nous nous adressons aux dirigeants du mouvement ouvrier international pour qu'il reprenne les revendications de l'appel des syndicalistes irlandais et pour qu'il soutienne les revendications suivantes:

Pour la libération de Jerry ADAMS, membre du ARD COMHAIRLE OF SINN FEIN, emprisonné sans procès depuis 6 mois, dans le Nord de l'Irlande.

Pour la libération immédiate de KLEBANOV et de ses camarades emprisonnés en U.R.S.S.

de Blazej WYSZKOWSKI, syndicaliste polonais

de Ales MACHACEK, agronome

de JIRI LEDERER, journaliste

et de Miroslav CERNY, ouvrier

emprisonnés en Tchécoslovaquie.-

Pour la libération immédiate de Rudolf BAHRO et Rolf MAINZ, emprisonnés en DDR et pour la fin des mesures contre Robert HAVEMANN.

Pour la libération immédiate de H. ACHOUR, secrétaire général de l'U.G.T.T.

Pour la libération immédiate de MASSERA, dirigeant du parti communiste uruguayen.

Pour la libération immédiate de Jan SIMSA, pasteur dont la vie est menacée du fait d'une longue détention en Tchécoslovaquie.

Pour un changement des conditions de détention en Tchécoslovaquie, pour que celles-ci soient conformes aux conventions internationales et à la loi tchèque: lovaque elle-même.

Pour qu'il soit mis fin aux arrestations arbitraires, à la détention, à la persécution et aux licenciements de tous ceux dont les idées diffèrent de celles du pouvoir.

Pour la libération immédiate de tous les prisonniers politiques d'Euskadi, de la nation catalane et du reste de l'état espagnol.

Pour l'annulation du procès militaire contre "ELS JOGLARS", groupe catalan condamné par un conseil de guerre à cause de la représentation d'une pièce de théâtre, ainsi que l'immédiate libération des 4 emprisonnés et le retour d'Albert BOADELLA aujourd'hui en exil.

Nous exigeons aussi la liberté de l'acteur SAGASATE d'Euskadi, emprisonné dans les mêmes conditions.

Nous protestons contre le fait que le gouvernement français refuse l'asile politique aux militants basques, nous réclamons la libération de Vincente ADDALUR emprisonné par le gouvernement français.

Pour la reconnaissance du statut de prisonnier politique à tous ceux qui sont condamnés ou inculpés au nom d'articles traitant des "crimes contre l'état", en Europe de l'est.

Nous, militants du mouvement ouvrier et démocratique, décidons d'introduire cette campagne au sein du mouvement ouvrier de nos pays, de mobiliser travailleurs, jeunes, militants pour qu'ils soutiennent ces exigences.

°
°

Des représentants d'organisations, au titre de leur organisation, et des militants à titre personnel, ont apporté leur soutien à cet appel.

- IRLANDE: Des militants de l'IRISH LABOUR PARTY, du SOCIALIST LABOUR PARTY, des TRADE-UNIONS, du SINN FEIN (mouvement républicain), LEAGUE FOR A WORKERS REPUBLIC (pour la reconstruction de la IVème internationale)

- ANGLETERRE: des militants du LABOUR PARTY, des TRADE-UNIONS, BULLETIN GROUP, BRITISH COMMITTEE pour la reconstruction de la IVème internationale)

- FRANCE: ORGANISATION COMMUNISTE INTERNACIONALISTE (pour la reconstruction de la IVème internationale):

- ETAT ESPAGNOL: des militants du PSOE, de l'UGT, de la COAS, du POUM (catalogne) l'ESQUERRA NACIONAL, le COMITE CATALAN CONTRE LA CONSTITUTION ESPAGNOLE, l'organisation CUARTA INTERNACIONAL.

- ALLEMAGNE (RFA et DDR): militants du SPD, du syndicat de l'enseignement DGB, de IAK (pour la reconstruction de la IVème internationale).

- POLOGNE: Bulletin LE FRELON.

- TCHÉCOSLOVAQUIE: OPPOSITION SOCIALISTE TCHÉCOSLOVAQUE.
- BELGIQUE: militants du PSB, GROUPE TROTSKYSTE DE BELGIQUE.
- SUISSE: des militants du P.S., des J.S. de SUISSE, GROUPE TROTSKYSTE DE SUISSE
- ITALIE: des militants italiens du Comité d'Organisation pour la Reconstruction de la IV^{ème} internationale.

—o0o—

Puis les délégations irlandaises et tchécoslovaques ont présenté aux participants une motion sur le retrait des troupes d'occupation britanniques en Irlande et russes de Tchécoslovaquie, motion qui a été signée par la quasi totalité des personnalités du mouvement ouvrier et démocratique présentes. Voici le texte exact de celle-ci:

"Nous participants à la réunion tenue à Paris les 3, 4, et 5 août, à l'occasion du X^{ème} anniversaire du commencement de la campagne pour les droits civiques dans les six comtés d'Irlande et du X^{ème} anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les armées du pacte de Varsovie, réclameons le retrait immédiat et inconditionnel des troupes britanniques d'Irlande et des troupes russes de Tchécoslovaquie."

Suivent les signatures des participants .

----- o0o -----

"Les militants des organisations ouvrières et démocratiques d'Allemagne, de l'Etat espagnol, de Belgique, de France, d'Angleterre, d'Irlande, d'Italie, de Pologne, de Suisse, de Tchécoslovaquie et d'Algérie, réunis à Paris, informés des poursuites engagées contre JORDI GIL pour avoir prononcé ces paroles dans un meeting à Gerone:

- " Le drapeau voté unanimement aux Cortes, c'est le drapeau de la croisade
- " sous lequel ont été assassinés des centaines de milliers de travailleurs
- " furent fusillés 30' 000 démocrates et citoyens, c'est le drapeau qui symbolise des siècles de répression, d'exploitation et d'oppression nationale,
- " c'est le drapeau de FRANCO, le drapeau du fascisme."

dénoncent toute poursuite pour délit d'opinion
 protestent contre poursuites
 exigent l'abandon immédiat des poursuites"

°
 °

C'est le texte du télégramme envoyé par la réunion européenne au tribunal devant lequel devait comparaître le lundi 6 août Jordi GIL.

—o0o—

NOTRE FEUILLETON : (2)

syndicats au service du parti

MARIA

LES SYNDICATS - COURPOIE DE TRANSMISSION DU P.O.U.P.

Dans ce système à monoparti, de vrais syndicats indépendants n'ont aucun droit d'existence.

C'est là l'un des principes fondamentaux de la dictature du Kremlin. Des syndicats démocratiques remettent en cause directement ce système fondé sur la dictature d'une nouvelle couche sociale qui s'est constituée sur les décombres de la révolution russe de 1917, et cette couche c'est la bourgeoisie communiste du parti soigneusement sélectionnée.

Cette bourgeoisie, comme n'importe quelle autre dans le monde, extrait ses sucs vitaux des masses ouvrières exploitées. C'est pour cette raison qu'elle doit veiller à maintenir strictement la discipline du travail et l'obéissance de la classe ouvrière dont le travail lui assure un train de vie luxueux.

Tout symptôme de désobéissance remet en cause les intérêts de la bourgeoisie communiste. D'où la nécessité vitale pour celle-ci d'entretenir une véritable armée d'un million d'individus répartis dans différents corps de surveillance, de contrôle et de direction de la classe ouvrière qui doit comme une rivière couler selon un cours bien défini (51).

C'est aussi en fonction de ces intérêts qu'est partagé le revenu national. Sous des camouflages de toutes sortes et à différents titres la bourgeoisie communiste s'approprie une importante partie de ce dernier, se l'attribuant pour adoucir encore une vie déjà pourtant bien douce.

Les sanatoriums spéciaux, les hôpitaux, les centres de vacances, les magasins à rideaux jaunes, les bons de marchandises, tout est fait pour maintenir la distance entre l'élite triée sur le volet, du parti, et le reste de la population.

Mais si l'affaire en restait là, cela pourrait provoquer une catastrophe sous la forme d'un soulèvement, d'une révolte de la classe ouvrière.

C'est pour éviter à tout prix cela que nos savants "sous le signe" de Gierak, suivant en cela l'exemple du "grand guide des peuples", notre Mère la Russie, ont entrepris d'exploiter l'idée et ce que représentent les syndicats.

Et nous en venons ainsi à ce qui sera le thème de ce feuilleton: le rôle et la structure des syndicats en Pologne.

Ils n'ont qu'un seul objectif: maintenir le STATU QUO actuel sur lequel est basé l'état, et PROTÉGER les intérêts de cette bourgeoisie pseudo-

(51) - l'auteur veut parler ici de la Milice civile -M.O. qui compte plus de 250 000 hommes d'effectifs, sans compter les nombreux armements, blindés, hélicoptères, avions, vedettes... de l'ORMO, la Réserve Volontaire de la Milice Civile qu'on évalue à plus de 300 000 membres, -des différentes milices civiles celle chargée de la protection des usines, les gardiens de prison et surtout de la plus importante de tous, de la police politique S.B. (services de sécurité), appareil de contrôle intérieur aux effectifs incontrôlables, mais qui est particulièrement développé. Toutes ses "forces" sont dirigées par 18 généraux, ce qui donne une idée de leur importance.

d'Entreprise, élu pour trois ans.

L'exécutif en est le Plénum du Conseil d'Entreprise.

Celui-ci est en rapport avec toutes les cellules d'entreprise par l'intermédiaire des conseils de départements et d'ateliers, ainsi que les "délégués syndicaux", militant directement à leur poste de travail.

"Les soldats du rang" du POUP, dans la lutte qu'il mène pour tromper, et endormir la nervosité de la classe ouvrière, sont justement "ces délégués syndicaux" - (§1) - élus dans des parodies d'élections sous l'oeil attentif de la direction. Ils représentent un excellent élément... de mouchards!!

Leur tâche est simple. Ils n'ont qu'à rapporter à leur supérieur, tous les symptômes de mécontentement qu'ils ont aperçu, qui, a dit, quoi, dans quelles circonstances, et enfin s'ils sont "écoutés" par "leurs frères ouvriers". En échange ils reçoivent différentes primes et gratifications, innaccessibles pour l'ouvrier moyen.

A l'échelon supérieur on trouve le conseil d'atelier où n'accèdent que les plus "méritants" des favoris de la direction. A cette étape la sélection est beaucoup plus sévère, car vous vous rendez compte, si il se trouvait quelqu'un capable de prendre la défense des intérêts pourtant intensément négligés des travailleurs, ce que cela ferait!

C'est à ce niveau que sont prises les décisions d'éloigner les gêneurs qui viendraient réclamer les droits qui sont les leurs.

Ici la voix décisive appartient aux représentants des différents échelons de la direction et du POUP. A cette étape la machine des syndicats brille déjà de toute la splendeur de son oppression et de sa provocation.

C'est là qu'a lieu le partage des primes que l'ouvrier lui ne voit pas souvent.

-(§1)-il est particulièrement édifiant qu'en polonais mot à mot "délégué syndical" se dise "homme de confiance". Quels hommes de confiance de l'appareil et non des travailleurs en effet!!

L'accomplissement servile des ordres de la direction n'y étonne personne. Dans la hiérarchie syndicale ce sont pourtant ces Conseils d'Atelier qui devraient être le plus sensibles aux conditions de travail et de salaire des adhérents de leur atelier.

Mais se multiplient au contraire les exemples de mauvaise volonté, d'impuissance aussi, à entreprendre les actions nécessaires pour défendre les intérêts des ouvriers.

Faute d'une autre solution, l'ouvrier maintenu dans la terreur et soumis aux tracasseries continues, doit faire contre mauvaise fortune bon cœur en attendant des temps meilleurs...

Enfin l'échelon suivant, c'est le plénum du conseil d'entreprise. Il est composé des plus sûrs éléments prêts à tout moment à accorder leur soutien à la direction de l'entreprise.

Dans les élections aux responsabilités dans la centrale syndicale même il n'y a pas deux façons de procéder: La seule possibilité qu'accepte l'appareil du POUP est la nomination par l'échelon supérieur des candidats au préalable soigneusement passés au rayon X et qui sont très souvent membres du parti et de l'ORMO. - (cf. note §1 en page première de l'article)

L'absence totale de sentiment ou d'âme, voilà quels sont les symptômes de la maladie des syndicats à cette étape en R.P.P.

"Grâce" à cette façon de poser les problèmes, la situation en Pologne est telle que l'ouvrier n'a absolument aucune possibilité de défendre ses intérêts.

Objet de toutes sortes de tracasseries à tous les instants il fait preuve d'une résistance morale à toute épreuve: il ne met pas le feu, il ne tue pas et ne vole pas. Et pourtant de si longues années d'oppression et de mépris lui en donnerait le droit!

Dans de telles conditions, l'usine est un mal nécessaire où l'ouvrier pas-

communiste tant haïe, bref créer une BARRIÈRE DE PROTECTION entre cette dernière et la classe ouvrière.

Pour atteindre un objectif si "élevé", il a fallu améliorer la structure de cet organe exécutif, liquider certains maillons, en forger de nouveaux qui soient capables de désamorcer les tensions naissant continuellement.

Après une période d'hésitation qui suivit décembre 70 et la destruction des centres de résistance dans les syndicats à l'échelon local, il fut entrepris une épuration des cadres des syndicats, pour leur substituer des remplaçants beaucoup plus "maniables" et donc par là même mieux adaptés aux objectifs fixés.

A la tête du Conseil Central des syndicats - (§1) - fut placé Wladyslaw KRUCZEK, connu pour le soutien enthousiaste qu'il avait apporté à Gomulka en 1968. Et ce pion veule et dévoué, entreprit d'éliminer ses collaborateurs incommodes, choisissant à leur place ses hommes à lui.

... SUR LES DECOMBRES DES CONSEILS OUVRIERS...

Le Conseil Central des Syndicats décida en premier lieu la liquidation des conseils ouvriers - (§2) - organe à qui Décembre 70 avait insufflé un second souffle.

Le champ d'action théorique des conseils ouvriers était son forum, le KSR, la Conférence de l'Autonomie Ouvrière, où étaient discutées les questions les plus importantes tant économiques que sociales, de l'entreprise.

A la suite de la révolte de décembre de la classe ouvrière, les con-

-(§1)- CRZZ - dénomination du Conseil central des Syndicats, regroupe ou plutôt dirige les 17 branches de syndicats existant en Pologne.

-(§2)- les conseils ouvriers, sont des organisations qui sont nées après octobre 56. Leur rôle était théoriquement la direction des affaires économiques des entreprises par les ouvriers. Dès 1958 ils avaient cessé d'avoir quelque influence que ce soit dans ce domaine. En 1975, jugeant leur existence par elle-même dangereuse, Gierek les a dissout définitivement.

seils ouvriers étaient devenus véritablement les organes de direction de l'entreprise.

Mais un tel état de choses menaçait dangereusement le monopole du POUP.

Aujourd'hui, après de nombreuses purges et éliminations, puis la décision définitive de Gierek - (cf. §2) - il ne reste plus rien des conseils.

La conférence de l'Autogestion ouvrière, n'est plus qu'une farce où l'on parle de tout et de rien. Les plans de production comme au bon vieux temps de Gomulka, sont complètement irréels, artificiellement remplis, et complètement falsifiés.

Participent aux Conférences de l'Autonomie Ouvrière avant tout des gens qui plaisent à la direction de l'entreprise, et impuissants entre les mains de l'appareil d'oppression.

On vote au signal de la corde que tire au moment voulu l'organisateur de la farce, c'est à dire le directeur ou tout autre apparatus.

Bien évidemment, les ouvriers critiques à l'égard des méthodes de gestion appliquées dans l'entreprise n'ont aucune possibilité de prendre part au vote.

La composition de ces Conférences de l'Autonomie Ouvrière a également changé. L'axe en est maintenant les membres du POUP, la direction, et les adhérents de l'organisation de jeunesse "communiste".

Le véritable maître de l'usine, l'OUVRIER polonais, n'est absolument PAS ADMIS à la représentation.

UNE STRUCTURE A TROIS NIVEAUX.

A l'échelon local l'organe fondamental des syndicats est le Conseil

se un tiers de son temps, et de sa triste vie.

LA CENTRALE SYNDICALE - UNE BONNE "PLANQUE" POUR LES "MILITANTS MERITANTS".

Les sommets des différents syndicats ont une fonction purement administrative. Ce sont aussi de bonnes "planques" pour les "militants méritants" des soi-disant syndicats. Ils y attendent tranquillement une grasse retraite, ces "lumpens" d'un genre particulier qui s'engraissent sur le malheur et l'injustice qui frappe les travailleurs.

Et les camarades des centrales syndicales ne seront pas pris par surprise par des élections car tout simplement il n'y en a pas!

Toute mutation est décidée et ratifiée par l'échelon correspondant du pouvoir dictatorial du parti.

A ce niveau le train de vie mené est ultra luxueux, et l'on profite sans remords de conscience et sans pudeur des avantages que donne une fonction dans les syndicats. Bons spéciaux, attributions de diverses marchandises, maisons de repos gratuites, excursions à l'étranger, sanatoriums, voitures de service et conférences et séminaires de toutes sortes "bien arrosés" grèvent fortement le budget des syndicats. Ces sommes qui normalement devraient être allouées aux ouvriers sans toit et aux maigres salaires.

Il faut revenir sur ce terme de "sans toit".

On attend au minimum 10 ans en Pologne l'attribution d'un appartement de coopérative.

En attendant leur propre logement les jeunes ménages, compte tenu de la conjoncture, sont obligés de payer des loyers que la spéculation fait monter à des sommes phénoménales pour de mauvaises petites chambres en sous-location.

Le budget étant déjà lourdement grevé par les hausses de prix camouflées, l'ouvrier moyen est dans une position en général très difficile et rend l'augmentation des salaires

absolument nécessaire.

Dans les états démocratiques, la situation financière et le niveau de vie des ouvriers sont sauvegardés par des syndicats libres et indépendants.

En Pologne c'est l'inverse.

L'entente syndicats - parti, accomplit son oeuvre...

Il est impensable d'imaginer une situation où KRUCZEK, ou tout autres de sa "suite", intervienne pour prendre la défense ou sauvegarder les intérêts des masses travailleuses.

Ainsi en 1976 au moment de la draconienne hausse des prix (le 24 juin 1976) - tout l'appareil des syndicats s'est drapé dans un profond mutisme.

Comment en est-on arrivé à une telle situation?

La réponse est simple. Actuellement les syndicats en Pologne sont dirigés contre les travailleurs polonais, leur position est de s'opposer au peuple polonais et aux libertés démocratiques.

Les conséquences de cette étroitesse de vue sont évidentes et ne peuvent se faire attendre.

On peut se poser la question suivante, EST-CE CLAIR POUR LES SYNDICATS ?

Nous laissons le soin de trouver la réponse à nos lecteurs qui n'auront d'ailleurs aucune difficulté à cela.

Notre réponse à nous, face à l'exploitation, aux abus, à la collaboration des systèmes, c'est le mot d'ordre bien connu, du:

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNIS-SEZ VOUS! - L'OBJECTIF EST CONNU.

REVUE DE PRESSE

Michel Stell

ge international dont fait partie le premier cosmonaute polonais - le Major M. HERMASZEWSKI - lancement qui est un événement d'une grande importance scientifique mais aussi politique".

"Jusqu'à présent dans l'espace interplanétaire ont été lancés 89 cosmonautes, dont 44 soviétiques (parmi eux, une femme), 43 américains, un tchèque et un polonais."

L'AVENIR DANS LES ETOILES !!

C'était donc cela! On pourrait s'étonner que le pouvoir des bureaucraties staliniennes assiégé par la crise économique et politique générale du pays, par le mécontentement de toute la population, par l'action de l'opposition, trouve encore le moyen de faire joujou avec le cosmos.

Mais POLITYKA du même jour répond immédiatement aux mauvais esprits en la matière:

Page 14, cet hebdomadaire très sérieux nous révèle que "l'enjeu est d'importance"

Le véritable enjeu est la poursuite de la recherche scientifique et technologique dans l'espace. C'est pourquoi il est nécessaire de développer la coopération internationale dans ce domaine. Les problèmes actuels de la flotte de pêche polonaise. Les différentes sphères des eaux protégées s'étant considérablement étendues, et que dans ces zones le droit de pêcher s'acquiert contre un prix très élevé de devises, notre flotte est obligée de naviguer sur les océans libres. Pour la diriger sur les zones de pêche internationale

Le 27 VI 78, le reportage qui précède les actualités télévisées proprement dites, avait commencé ce soir là comme d'habitude. Tout d'un coup l'image est interrompue par l'hymne national polonais qui accompagne les communiqués officiels. "Nous interrompons notre émission à cause d'un événement d'une extrême importance."

Quelques secondes de suspense durant lesquelles les imaginations travaillent:

- Est-ce qu'"il" serait décédé?
- C'est la IIIème guerre mondiale?
- L'augmentation des prix?
- En tous cas, ce n'est pas la commémoration du "35millionième" polonais, ils nous l'ont déjà fait avec la petite "Pauline" de Wroclaw, le 24 juin dernier.

La solution vint pour ainsi dire du ciel:

27.VI.1978 r. wejdzie do naszej historii i pod-
ręczników szkolnych. Start i lot SOJUZA 30 z
jego międzynarodową załogą, w skład któ-
rej wchodzi również pierwszy polski kosmo-
nauta - mjr MIROSLAW HERMASZEWSKI,
jest wydarzeniem o dużej randze naukowej
ale także i politycznej.

W przestrzeni pozaziemskiej przebywało do-
tychczas 89 kosmonautów - w tym 44 radziec-
kich (wśród nich jedna kobieta), 43 amerykań-
skich, 1 czeski i 1 polski.

"Le 27 VI 78 restera comme une date très importante de notre histoire que célèbreront les manuels scolaires. C'est le lancement de SOYOUZ 30 avec à son bord l'équipage international

che favorables, lui indiquer les chemins, où elle ne risque pas d'être surprise par un cyclone, rien de tel que les indications recueillies de l'espace."

Les sputniks, les fusées, c'est notre flotte spatiale, alors entre marins évidemment, solidarité oblige...!

Mais il serait malhonnête de supposer ainsi que l'astronautique polonaise envisagerait de limiter ses apports, à une seule catégorie seulement de travailleurs terrestres.

Que le comité d'Autodéfense Paysanne se réjouisse, le gouvernement a décidé de prendre les mesures qui s'imposent pour effacer les erreurs commises dans le passé à propos de l'économie agricole. Certes, comme dans tout système bureaucratique, les données ne pourront continuer à venir que "d'en haut", mais d'un "en haut" extra-terrestre:

Pro domo sua o pożytkach z techniki kosmicznej najlepiej mówi najzupełniej prawdziwa anegdota o pewnym polskim województwie, w którym od lat w statystykach użytków rolnych figurowały 4 tys. ha żyta i 4 tys. ha pszenicy. Fotografie wykonane z satelity wykazały, że żyta jest w ilości 4 tys. ha, za to pszenicy — tylko 80 hektarów.

"Pro domo sua l'anecdote authentique suivante illustre le mieux l'intérêt que présente la technique de l'astronautique polonaise. Dans un certain département polonais, figureraient depuis des années dans les statistiques 4000 hectares de seigle et 4000 de blé. Les photos prises de satellite ont fait apparaître effectivement 4000 hectares de seigle, mais par contre au lieu des 4000 ha de blé annoncés, il y en avait en fait... 80!"

Il est évident qu'en ce qui concerne par exemple l'exploration de zones encore mal connues, car très difficilement pénétrables par l'homme des forêts amazoniennes ou des océans, les satellites peuvent se révéler très utiles.

Mais si nous ne nous trompons pas 4000 ha - 80 ha = 3920 ha de différence. Nous émettrons donc quelques doutes quant à la rentabilité d'une -(\$1)- noble polonais -personnage légendaire, pour avoir vendu son âme au diable a été condamné à demeurer sur la lune.

telle initiative "spatiale". Pour découvrir qu'entre l'Oder et la Vistule l'oeil du "guide du peuple polonais" avait été si longtemps victime d'un mirage, il aurait suffi peut-être d'un simple "komar" (mobylette).

La bureaucratie penserait-elle pouvoir résoudre ses problèmes à l'aide des engins spatiaux et des sputniks? Malheureusement le problème n'a qu'une solution, connue maintenant de la majorité des polonais: A BAS LE REGIME GIEREK, A BAS LES BUREAUCRATES VIVE LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS.

Cependant, il n'y a pas là de quoi s'étonner, l'histoire nous a appris que tous les tyrans, les usurpateurs, et monarques de tous poils, acculés par les difficultés et la colère de la population, grâce à des charlatans - astrologues, cherchaient leur salut dans les étoiles....

C'est certainement aux mêmes conclusions qu'est arrivée la rédaction de POLITYKA, toujours, quand elle titre sur toute la première page de son numéro du 22 juillet, date de l'anniversaire de la proclamation sous la protection des bâtonnettes russes, du premier gouvernement provisoire en 44

" 22 JUILLET 78- NOUS NE POUVONS PAS TOUS ETRE COSMONAUTES, MAIS ELEVONS -NOUS TOUJOURS PLUS-"

Certes élevons-nous, car seule la distance peut encore nous permettre de supporter la vue des magasins aux étalages vides et le vide des slogans officiels tel que celui de la première page de POLITYKA par exemple!!

Aux fanfaronnades du gouvernement sur le thème du premier polonais dans l'espace grâce à la collaboration entre pays socialistes frères la rumeur publique répond: "HERMASZEWSKI est parti pour apporter à TWARDOWSKI-(\$1)-ses tickets de sucre. Il est revenu avec plein de cloques sur les mains, parce que chaque fois qu'il voulait toucher à un instrument de bord son coéquipier



"L'astronote polonais, le major HERMASZEWSKI qui faisait partie de l'équipage de SOYOUZ 30, a emporté avec lui dans l'espace la photo de Gierek et... la constitution de la République Populaire de Pologne." -les journaux-

lui tapait sur les doigts en lui disant -PAS TOUCHE!!-

— oOo —

Si on peut longtemps dicuter des bienfaits de l'astronautique pour le développement de l'agriculture, par contre on peut douter fortement que cela aide en quoi que ce soit le camarade Edzio -(§1)- pour construire "la deuxième Pologne" qu'il a promise pour 1980...

Quant au visage qu'aura celle-ci on peut s'en remettre là-dessus au très intéressant reportage publié par POLITYKA dans son numéro du 24-06-78. Le titre à lui seul en dit long: "CEUX QUI SONT DANS LE BESOIN ET CEUX DONT ON A BESOIN"

"Il faut espérer que pour nos PETITS ENFANTS tous nos efforts, préoccupations, à propos des logements, seront tout aussi incompréhensibles que le sont pour nous ceux de nos grands-parents pour trouver du travail. Espérons-le, encore une génération et le problème du logement ne sera enfin plus à l'ordre du jour. Mais pour l'instant nous en sommes encore LOIN."

C'est le "chapeau" que la rédaction de POLITYKA a donné à l'article de A.K. WROBLEWSKI.

Qu'est-ce donc? d'un côté la propagande du régime depuis le début des années 70 tente de calmer les esprits en leur faisant miroiter une "seconde Pologne" dans quelques années; de l'autre l'hebdomadaire du parti reconnaît à mots couverts que la réalité n'est pas drôle.

Mais au fait quelle réalité?

Que par exemple, selon l'article en question, dans la ville d'Ostroda qui compte 27 000 habitants il faudrait en moyenne 2000 nouveaux appartements par an. Le nombre des mariages dépasse celui des nouveaux logements construits.

"Pendant ce temps les plans pour le prochain quinquennat s'ils sont deux fois supérieures à ceux prévus pour le précédent, restent aussi deux

(§1)- Diminutif d'Edward, prénom de Gierek.

(§2)- il s'agit de la carte du parti, des bureaucrates, en l'occurrence le POUP.

fois en dessous des besoins: 1500 nouveaux logements."

"Pendant ce temps" à la télévision ou dans les actualités au cinéma il ne se passe pas une semaine sans un reportage sur l'ouverture d'un nouveau grand ensemble à X,Y,...

Par contre rien sur ce qu'avouait ouvertement le maire d'Ostroda:

"Quoiqu'on fasse, on peut s'y prendre comme on veut, il y aura toujours des manques."

Certes POLITYKA n'est pas lue par les ouvriers ou les polonais moyens, c'est évidemment ce qui explique sa "franchise" dans ce système où dans la presse, rien n'est laissé au hasard.

Mais quel peut-être le sentiment du travailleur polonais qui écoute ou lit ces autoglorifications officielles sur la seconde Pologne, dans la petite pièce où il vit avec sa femme ses enfants et ses beaux-parents?

Pourquoi faut-il une grève des travailleurs des chantiers navals de Szczecin pour que Gierek quelques jours plus tard dans une rencontre avec les ouvriers triés sur le volet des mêmes entreprises, avoue qu'il y aura encore des difficultés, notamment pour les logements et l'approvisionnement?"

La nourriture- le logement- seulement!

Que peut penser cet ouvrier d'une grande entreprise industrielle de Pologne qui attend depuis 10 ans un logement nouveau, lui qui travaille depuis plus de 20 ans dans cette entreprise!

En février on lui avait assuré que "cette fois c'était sûr", qu'il était "le treizième sur la liste", on lui avait même montré celle-ci. En mai, ça n'était "toujours pas ça".

Et pourtant. Pourtant plus de 2000 logements ce mois-là avaient été attribués. Cette fois encore, tout y était... sauf la carte-(§2)-

"Et voilà la JUSTICE" terminait-il son récit.

Quand on rapproche cet exemple des votes que définit le journaliste de POLITYKA pour obtenir un appartement, on comprend aussi beaucoup de choses:

ses:

"-la première /voie/ c'est de se coller dans une grande entreprise et d'y devenir le plus UTILE possible. Et c'est la meilleure voie."

SANS CONTESTE. Mais qu'est-ce qu'être UTILE dans le code des valeurs de ce journal du parti?

«Un ouvrier qui connaît son métier? «Un vieil ouvrier de l'usine ou... Un "bon" bureaucrate "méritant" du parti ou du syndicat?

Le lecteur sans aucun doute trouvera facilement la réponse, mais comme la blague populaire, j'ajouterais: -maintenant, c'est le fils de Jaroszewicz!!" Soit en d'autres termes, ce-lui qui a le plus de piston.

La seconde voie, toujours selon l'auteur de l'article, c'est: "de s'inscrire dans une coopérative de logements et d'attendre patiemment. C'est la voie la plus souvent suivie."

Je ne m'étendrai pas particulièrement ici sur cette question qui est déjà traitée dans ce numéro dans un article différent.-(§1)-

Je me contenterai de le lier avec la suite de l'article qui explique qu'on peut, et même qu'il faut qu'une partie des logements soient vendus contre des devises.

"Chaque voïévodie a reçu des instructions pour vendre en propriété une partie des logements construits, certains même, en devises."

En devises! Mot magique qui aujourd'hui en Pologne "populaire" ouvre bien des sésames et pas seulement d'appartements.

Mais A QUI compte-t-on vendre ces logements? Comment se fait-il que dans CHAQUE VOTEVODIE on puisse trouver des "devisards" comme disait-on avant pour les touristes venus "des pays capitalistes".

Serait-ce qu'au bout de 30 ans, les lointains cousins d'Amérique auraient compris avec l'arrivée de

(§1)- article de Maria sur les syndicats officiels.

(§2)- allusion au fait qu'il est permis d'envoyer des petites coupures de dollars par la poste, des USA seulement. Seule provenance légale et justifiable de la possession de dollars en Pologne.

Gierek, qu'a GRODZISK Mazowiecki, on s'attendait à recevoir un abondant courrier de petits billets verts.

Ce qui est aussi très intéressant c'est qu'il n'y a pas que l'état qui cherche à "placer" ses logements contre des devises.

Il est même trop connu, pour que cela n'agace encore plus les travailleurs polonais obligés de faire la queue pour pratiquement rien, de voir avec quelle facilité certains sortent des devises.

Le marché noir touchetout le monde; certes, les travailleurs maintenant cherchent auprès des touristes à se procurer quelques dollars-qui même après un taux de change au noir, leur permettra d'acheter moins cher la vodka dans les magasins à devises-; mais le directeur, qui loue son appartement normal en dollars, tandis qu'il est logé par son entreprise ailleurs pour rien, représente un style de spéculation beaucoup plus "sélectif".

Et c'est ainsi que commence et se referme le petit cercle des "nouveaux riches" sur lequel le régime bureaucratique s'appuie particulièrement ces derniers temps, car c'est la seule couche sociale qui ait intérêt à ce que se maintienne l'ordre au pouvoir.

Cette couche se confond bien sûr avec celle des arrivistes du parti, car "mangeant à tous les râteliers", ceux-ci profitent de leurs fonctions et de leurs privilèges pour arrondir leurs fortunes personnelles, par quelques transactions "à gauche"-comme on dit en Pologne.

Les travailleurs en Pologne, répètent souvent qu'on ne les paie pas en dollars, alors POUR QUI ces appartements en dollars?

WROBLEWSKI lui-même dans la suite de son article nous éclaire.

"Tant pis. Une marchandise, c'est une marchandise. Chez nous, ni l'argent

ni à forciore les appartements NE SONT DISTRIBUES SELON LES BESOINS."

Fort bien.Mais ce n'est qu'un demi aveu car selon QUOI sont-ils attribués alors ?

L'un des buts de ce commentaire était d'y répondre.De toutes façons il n'y a pas besoin de l'expliquer plus amplement ,c'est clair pour le lecteur polonais.

Une "marchandise est une marchandise".Fort bien aussi.En d'autres termes on peut regretter que ce soit si cher,mais que celui qui en a les moyens,l'achète,c'est fait pour être vendu.

A ceci on peut répondre:

-Primo.Un tel slogan est la simple projection du rêve d'un petit technocrate en mal de "management" qui a un peu trop étudié les manuels des "business schools" américaines, n'importe qui en Pologne en comprend immédiatement la fatuité dans n'importe quelle queue devant la bouche-rie par exemple.

-Secundo. Cela nous éclaire sur les principes d'égalité de ces "représentants du pouvoir populaire",au"stade de la société socialiste développée"-comme l'affirme l'idéologie officielle

En France les premiers socialistes furent appelés au début en signe de mépris par leurs adversaires,bourgeois nantis et autres parvenus "les partageux",car ils étaient pour le"partage" de façon égale des biens et richesses.

"ECHARDES"

SUITE DE NOTRE FEUILLETON SUR LE PROGRAMME ACCELERÉ DE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DES POMPES FUNEBRES.-(1)-

De la "gazette ouvrière"-journal du parti dans la région de Silésie nous avons trouvé cette petite annonce:

"On demande pour les Entreprises de Walbrzych pour l'Economie Communale (§1)- voir Frelon N° 6- revue de

Plus tard, parmi les premières mesures des révolutionnaires après la prise - du pouvoir en 1917 au nom des soviets, ce fut d'imposer à tous les fonctionnaires, de l'appareil du parti et de l'état un maximum communiste, soit une rémunération ne pouvant dépasser en aucun cas le salaire d'un ouvrier qualifié.

Ce sont pourtant ceux-là même qui prétendent être les "descendants politiques de Lénine", qui semblent s'être "guéris" de ce principe fondamental de l'égalité

De même qu'ils se sont guéris du mot d'ordre "A chacun selon son travail" pour lui substituer "A chacun selon son piston".

On ne s'étonne plus qu'ils s'entendent si bien avec les "intendants" des intérêts capitalistes des gouvernements bourgeois de l'ouest pour maintenir l'ordre mondial actuel, l'oppression des peuples, l'exploitation des masses travailleuses

Ces mêmes masses qui lorsqu'elles "s'élèveront plus haut" pour paraphraser POLITYKA, ce sera pour chasser des sommets du pouvoir tous les vieux vautours qui s'y repaissent, bourgeois et bureaucrates, et y installer le pouvoir des travailleurs.

Cela ne construira pas les 2000 logements d'Ostroda en une nuit, mais on en trouvera une bonne partie dans les villas somptueuses et les appartements luxueux des anciens dignitaires.

nale(...) un employé comme Maître des Cérémonies d'Enterrements Laïcs. On apprend dans le reste de l'article que les candidats doivent justifier d'une formation supérieure, de premier cycle, qu'il peut s'agir d'enseignant de la langue polonaise, actifs ou retraités, d'artistes, actifs ou retraités,-

C'est sans commentaire que l'hebdomadaire Polityka du 24.06. relevait presse-

l'information.

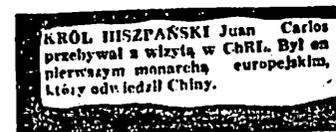
Domage qu'elle ne soit pas tombée sous la dent de D.PASSENT qui avait fait si bon usage de la précédente, que nous en avions reproduit de larges extraits dans le FRELON N°6.

Dans cet article les services officiels regrettaient que "le nombre d'individus possédant une formation supérieure soit si peu élevé dans cette branche". Bref un appel aux croque-morts qualifiés.

On voit que l'appel a été entendu. Les premières mesures ont été prises pour remédier à cet état de fait

Que les professeurs de polonais puissent postuler. Bravo. Mais pourquoi pas de langues étrangères surtout. La Pologne serait alors le premier pays à instituer pour les défunts le droit à être enterré dans leur langue maternelle...

D'accord pour les artistes, aussi, mais uniquement des tragédiens. Un peu de solennel, que diable!



POLITYKA-24/06/78

"Le roi d'Espagne est le premier monarque à se rendre en Chine Populaire."

POLITYKA décidément affectionne les "premières à sensation".

-Le premier souverain européen en Chine populaire

-Le premier polonais dans l'espace

Assurément, il serait beaucoup plus profitable pour les peuples d'inverser les rôles.

Cela nous débarrasserait de monarches encombrants, et permettrait aux peuples de s'entendre directement sans passer par leurs "souverains" représentants.

-(1)-il s'agit du congrès du PCF, et non du PCUS.

EUROCOMMUNISME ou "EURO"-STALINISME?

Dans ses colonnes LE FRELON a à plusieurs reprises évoqué les problèmes français et notamment les élections législatives de Mars dernier.

Il est évident que LE FRELON a publié les opinions de ses collaborateurs sans aucune censure. Il y eut donc des échanges d'opinions qui sans être contradictoires différaient légèrement.

Chacun sur ce qu'on appelle communément l'eurocommunisme en parlant d'un soi-disant éloignement de Moscou des partis communistes d'Europe de l'ouest, a son opinion.

L'article publié dans "TRYBUNA LUDU" organe du POUP, le 18.VIII.78 est à ce sujet très éducatif.

Il s'intitule les "DISCUSSIONS DES COMMUNISTES FRANÇAIS". La place n'est pas ici pour un article de fond. Nous y reviendrons certainement plus tard... mais simplement on y lit ceci:

"Le fait que les élections n'aient pas apporté au PCF l'augmentation du nombre de voix attendu ne démontre absolument pas une insuffisance d'influence du programme du XXIIème congrès-(1) En fait c'est le résultat des attaques concentrées d'avant les élections contre le PCF, attaques formulées non seulement par la droite, mais aussi par le parti socialiste qui porte la responsabilité de la perte pour la gauche de la chance historique de la victoire"

Puisque TRYBUNA applaudit au programme du XXIIème congrès. Puisque TRYBUNA attaque le parti socialiste comme responsable de tous les problèmes de "la gauche", alors on peut être tranquille les polonais sont maintenant convaincus que, les analyses sur le caractère de parti stalinien du PCF sur sa responsabilité vis à vis des masses dans la défaite, au deuxième tour, présentées par SZERSZEN, beaucoup plus que probables... TRYBUNA écrit que le parti socialiste attaque le PCF, décidément il ne cherche qu'à rendre les

socialistes du P.S.F. sympathiques aux polonais...

A moins que TRYBUNA ne soit à son tour devenu "émocommuniste".

TOUJOURS SUR L'ETRANGER:

Toujours dans un article consacré à l'étranger "capitaliste", précisé-ment aux USA, nous avons trouvé des informations de grande importance (1)-

Le "spéztz" du régime envoyé aux USA, explique avoir trouvé dans ce pays "bien des changements à caractère tant qualitatif que du domaine de la psychologie sociale".

L'auteur de cet article a choisi de relever ces quelques remarques du journaliste de POLITYKA car elles sont d'une "portée" qui dépasse largement le cadre des USA comme on pourra s'en apercevoir:

"... LE CHOC DE LA GUERRE DU VIETNAM: Considérant que le retrait des USA du Vietnam a été en grande partie le résultat d'une résistance grandissante de toute la population contre cette guerre, la société américaine en a conclu qu'elle pouvait faire céder le pouvoir."

Il semblerait que nos frères polonais soient arrivés à la même conclusion après les 24 et 25 juin 76!!

"... LE CHOC DU WATERGATE... Il ne faut jamais laisser le pouvoir agir à sa guise, IL FAUT CONTROLER LE POUVOIR."

-Sans commentaire!!

"LA CRISE ECONOMIQUE...": Eh bien en Europe on dirait que le poids de la crise retombe sur les épaules des TRAVAILLEURS. Aux USA aujourd'hui on affirme que c'est le consommateur qui paie parce que l'état n'est pas capable ou refuse de défendre leurs intérêts".

Cette fois-ci deux remarques. Est-ce que les "consommateurs" ne sont pas avant tout les travailleurs eux-mêmes?

D'autre part si mes souvenirs d'école ne me trompent pas-La Pologne ça ne se trouve pas en Afrique...

(1)- POLITYKA - article "Washington-gouvernants et gouvernés- du 24.VI.78.

Et pour terminer:

"J'ai été le témoin d'une vive discussion privée à propos de la liberté d'expression, au cours de laquelle on objecta à un partisan de la liberté sans limite, d'expression qui tapait du poing sur la table: On ne peut pas permettre de crier "au feu" par exemple dans un cinéma, car cela créerait la panique. Cependant les bastions retranchés de "la Sainte Troïka" continuent à se défendre farouchement et ils peuvent beaucoup..."

Et l'envoyé spécial de POLITYKA, hebdomadaire du parti, ajoute:

"On peut toujours reprocher (aux USA, NDLR) aux partisans de la limitation des libertés, le communisme."

Rien d'étonnant, si dans le pays qui se réclame soi-disant du communisme, méthode Staline-Brejnev brevetée-salisant et défigurant les plus nobles aspirations de l'humanité, on enferme dans les hôpitaux psychiatriques des ouvriers pour leurs opinions, on condamne des intellectuels à de longues années de camps de travail forcé, pour leurs opinions, on poursuit et réprime tous ceux qui voudraient lutter pour cette liberté d'opinion, d'expression.

Mais quel est le but de POLITYKA en publiant cela?...

Pour terminer ces "écharde" sur une note moins grave, citons un témoignage de l'amour que les polonais portent à leur gouvernement.

Suite aux nombreux enlèvements de personnalités politiques en Italie par les brigades rouges et ailleurs par différents groupes terroristes, auxquels la presse du régime a donné un large écho, une plaisanterie s'es répandue très rapidement.

-Des terroristes polonais ont rendu public le communiqué suivant:

Nous avons enlevé le premier secrétaire du parti E. GIERSKI et P. JAROSZEWICZ le premier ministre. Que toute la société se cotise pour nous verser X milliards de devises, SINON NOUS LES RELACHONS !!!

EN BREF...!

LE COMITE D'AUTODEFENSE
PAYSANNE DE LUBLIN. - (81) -

Des paysans d'une dizaine de villages de la région de MILEJOW, dans la voïévodie de LUBLIN ont protesté contre les "trts matériels" que leur cause le décret adopté sur la question de la retraite pour les paysans. Ils exigent du gouvernement qu'il mette fin aux répressions, et réforme le décret qu'il prié sans leur accord. D'autre part ils ont lancé à tous les paysans de Pologne un appel pour qu'ils suivent et soutiennent leur initiative.

Dans un communiqué daté du 31 juillet 78, le KSS/KOR-comité d'auto-défense sociale- a pris la défense des paysans lésés.

Les paysans reprochent au décret de rendre obligatoire le paiement des cotisations pour la caisse de retraite pour tous les paysans possédant plus d'1/2 ha de terres. Alors que seuls ceux qui fourniront annuellement à l'état l'équivalent de 15 000 zlotys en produits agricoles pourront bénéficier du droit à la retraite.

Ce qui fait que statistiquement 30% de l'ensemble des paysans devraient cotiser, sans pouvoir jouir ensuite de cet avantage, puisque'ils n'atteignent pas le quota des livraisons à l'état.

Le pouvoir devant la résistance des paysans (on évalue à plus de 250 000, ceux qui auraient tout simplement refusé de payer ce qu'ils considèrent comme un nouveau impôt) a décidé de faire prélever de force par huissiers les cotisations. C'est sur cette toile de fond que se sont produits les premiers troubles dans la région de Lublin.

LA RESISTANCE DES PAYSANS

Le 27 juillet dans les villages de ZALESIE et KOLONIA GORNA, les huissiers se présentent, font l'inventaire des biens des paysans et du matériel agricole dans le but de saisir les paysans de l'équivalent des som-

mes qu'ils auraient dû verser à la caisse de retraite.

Mais les paysannes s'opposent violemment à eux. Les huissiers menacent de faire intervenir la milice, mais les paysans répondent qu'ils en viendront bien à bout aussi.

Le lendemain lorsque les huissiers se sont représentés, les paysans les ont obligés à grimper dans leurs charrettes, et les ont de force ainsi transportés jusqu'à l'arrêt de bus le plus proche.

La milice alors entreprit de convoquer un à un les "rebelles", les soumit à un interrogatoire serré et les menaça de répressions s'ils ne cédaient pas.

Loin de se laisser intimider les paysans ont décidé une grève "de mise en garde", refusant de livrer leur lait. Pratiquement tous les habitants suivirent la grève, et la laiterie de CIECHANKI qui recevait normalement 3500 l de lait n'en reçut que 60.

La grève dura jusqu'au 30 juillet.

FORMATION DU COMITE PAYSAN.

Le 30 juillet tous les paysans des villages environnants se réunirent à OSTROWEK pour exprimer leur mécontentement.

Là ils ont réaffirmé qu'ils considèrent ce décret sur les retraites comme en fait un nouveau impôt qu'ils refuseraient de payer tant que le pouvoir au lieu d'entamer le dialogue leur enverrait la milice et les huissiers. Ils ont donc exigé que soient discutées les modalités de "réforme" du décret. Avec eux c'est à dire avec les vrais représentants des paysans.

Ils ont adopté une résolution où ils mettent en garde le pouvoir contre une volonté d'envenimer le conflit menacer de recourir à des "grèves plus longues et sur une plus grande échelle." et plus loin "On n'a pas le droit d'adopter un changement du système agricole sans consulter les paysans, électeurs. La situation de toute l'agriculture exige des paysans qu'ils s'expriment sur la politique de l'état

envers les campagnes et sur les conséquences désastreuses de celle-ci. Le pouvoir devrait en finir avec cette politique policière d'intimidation de la société".

L'assemblée élit un Comité d'Autodéfense paysanne (Komitet Samoobrony Chlopskiej) provisoire de 16 personnes mandaté pour entamer les pourparlers avec le pouvoir au nom de tous les villages représentés, et organiser "l'autodéfense en cas de répressions éventuelles."

La résolution se termine ainsi "Nous appelons tous les paysans de Pologne à se mettre en contact avec nous... Si nous désirons obtenir quelque chose, il nous faut agir ensemble, nous entendre, élire nos comités qui présenteraient nos revendications aux représentants du pouvoir."

REPRESSIONS DE LA MILICE ET ATTITUDE DECIDEE DES PAYSANS.

A la suite de la formation du comité d'autodéfense paysanne, la milice est intervenue à plusieurs reprises.

Ainsi le 6 août à WOLA KORYBUTOWA la milice a soudain interrompu une réunion des paysans qui avaient la semaine précédente créé le comité paysan, et força l'un des membres de ce comité Michal MIECHEL à monter dans une volga de la milice qui démarra aussitôt pour une direction inconnue. Pendant ce temps d'autres miliciens s'emparaient de Janusz ROZEK, également membre du comité, militant du mouvement d'opposition au sein de ROPCio-Mouvement de Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen, qu'ils emmenaient à CHELM. Après l'intervention d'une délégation paysanne, il fut relâché.-(§1)

Les services de sécurité de leur côté font pression sur les paysans

-(§1)- d'après des informations du dziennik londynski des 11 et 14 août.

-(§2)- cf. dziennik polski de Londres - du 11 août 1978 -

-(§3)- cf. Przemiany.- N°8/9 août-septembre 78

qui ont signé la déclaration du 31 juillet pour qu'ils retirent leurs signatures. Ceux qui complètent leurs revenus, comme c'est souvent le cas en Pologne en travaillant à l'usine, sont menacés de renvoi.

Pour protester contre ces pressions, menaces et répressions, plus de 200 paysans de la région de Lublin ont menacé le pouvoir de bloquer les livraisons de viande et de blé à l'état et se sont dits prêts à les vendre directement aux ouvriers à la porte des usines-(§1)-

— o0o —

R ENCONTRES ENTRE LES REPRESENTANTS DES SIX COMITES ETUDIANTS

Mettant à profit les congés scolaires les représentants des différents comités du SKS, comité étudiant de solidarité, se sont rencontrés au cours du mois de juillet.

Le comité a des représentants à Cracovie où il a été fondé, Poznan, Lodz, Varsovie, Wroclaw, et Szczecin le dernier en date.

La milice attache un prix particulier à empêcher ces rencontres, puisqu'on sait par exemple que le 2 août, elle a utilisé plusieurs voitures et jusqu'à un hélicoptère pour mettre fin à une rencontre de ce type qui se déroulait dans les environs de Stargard (environ 40 kms de Szczecin).-(§2)-

Dernièrement la milice a particulièrement mis l'accent sur la surveillance des étudiants, il est vrai que ceux-ci se sont engagés dans le colportage du journal illégal -ROBOTNIK-L'ouvrier-devant les portes des grandes usines du pays.

-(§3) Ainsi à NOWA HUTA -environs de Cracovie, grande usine métallurgique- deux étudiants furent arrêtés début juillet alors qu'ils distribuaient ce

bulletin "l'ouvrier".

De même nous avons appris que au mois de juin, le jour de la paie, des étudiants ont distribué devant l'entrée des chantiers navals de Szczecin le même journal. Ils ont pris la fuite avant que la milice ait eu le temps de réagir.

Ces deux informations nous permettent de supposer qu'il s'agit d'une action entreprise par les étudiants sur une vaste échelle.

RENCONTRE ENTRE LES MILITANTS DE L'OPPOSITION POLONAISE ET TCHECOSLOVAQUE.

Pour des raisons de sécurité le communiqué publié par l'agence Palach Press ne donne aucune indication quant au nombre des participants et au lieu de la rencontre. On sait simplement que c'est à la frontière des deux pays.

Les militants du KSS/KOR et de la Charte 77 ont discuté des possibilités de coordonner leurs actions.

Il n'est pas besoin de souligner l'importance que peut avoir cet événement, notamment à l'occasion de l'anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie.

Husak comme Gierak redoute tant ce genre de "rencontre fraternelle entre représentants de deux pays de la communauté socialiste", comme aime pourtant à vanter la propagande du parti, que selon de nombreuses informations la frontière polono-tchèque est beaucoup plus, sinon autant contrôlée que celle avec l'ouest

D'autre part il est fortement question, toujours en Tchécoslovaquie que soit reprise l'initiative des ouvriers soviétiques, puis de leurs camarades polonais de fonder de 5 syndicats libres, indépendants de l'état et du parti.

Serait-ce le début de cette coordination entre les deux oppositions dont fait état le compte rendu de

la rencontre entre la délégation des deux oppositions tchécoslovaque et polonaise...

DIXIEME ANNIVERSAIRE DE L'INVASION DE LA TCHECOSLOVAQUIE PAR LES TROUPES DU PACTE DE VARSOVIE.

Chacun commémore à sa façon l'événement. L'opposition tchécoslovaque laisse entendre qu'elle s'attend de la part du gouvernement à une série d'arrestations de militants de l'opposition.

Déjà un ancien ministre de Novotny a déclaré à la télévision tchécoslovaque -il a été lui-même convaincu d'espionnage-qu'il témoignait de sa propre initiative, et qu'il voulait avertir le pays que des opposants préparaient un complot contre l'état.

De son côté la Charte 77 a adressé au gouvernement une lettre ouverte dans laquelle elle demande le retrait des troupes russes.

L'opposition polonaise, dans un communiqué du KSS/KOR condamne elle aussi l'intervention dans les affaires intérieures d'un autre pays.

SZERSZEN-LE FRELON pour sa part en tant que participant à la réunion européenne qui s'est réunie à Paris les 4,5,6 août a signé la motion pour le retrait des troupes britanniques d'Irlande et russes de Tchécoslovaquie.

Nous avons déjà informé nos lecteurs des bouleversements qui ont eu lieu au sein du syndicat des écrivains et hommes de lettre lors du dernier congrès de celui-ci à Katowice. Le Bulletin d'information N°19 édité par le KSS/KOR, a publié un document d'importance à ce sujet, le discours d'Andrzej BRAUN à la tribune de ce congrès sur la censure en Pologne.

Ce document nous paraissant pouvoir intéresser grandement nos lecteurs nous en publions ici de larges extraits.-(§1)-

Messieurs!

En guise d'introduction Braun revient sur ce que devrait être la fonction du syndicat, défendre la culture polonaise et les intérêts matériels et moraux de ses membres.

Il revient sur les condamnations "rituelles" officielles, sur les "Berufsverbote" en RFA, le racisme en Afrique du sud etc..déclarations jamais suivies d'actions fait-il remarquer.

Puis il attaque l'ingérence de l'état et des "hôtes des pays amis qui venaient apprendre aux écrivains polonais comment ils devaient écrire" -Il s'agit d'une périphrase pour parler de l'URSS-

" Avant que n'existe ce syndicat, les écrivains polonais ont su créer des oeuvres qui leur valent une gloire inoubliable. Ce qui forme un écrivain c'est la réalité véritable qui l'entoure, et non des mentors qui usurpent leur pouvoir. Abandonnons donc cette pédagogie de la contrainte et revenons en aux véritables objectifs et statuts de notre syndicat.

A: BRAUN démontre ensuite comment l'histoire elle-même est falsifiée.

" Comment pouvons nous parler d'unité de la nation alors que les moments cruciaux et les plus dramatiques de notre histoire sont gardés dans un silence honteux? Mais honteux pour QUI? Pour les polonais?

Il revient particulièrement sur l'histoire moderne de Pologne, Pilsudski, la Pologne d'entre les deux guerres, tout cela sujet tabou. Il argumente:

" Comment comprendre et présenter dans une oeuvre d'art un jeu de défenseur de Varsovie en septembre 39 ou août 44 si l'on ne connaît pas ce même jeune défenseur des murs de la citadelle en

1920."

De même il rappelle à mots couverts l'attaque "dans le dos" de Staline sur la Pologne en 39, les déportations en masse de polonais, le massacre des officiers de l'armée polonaise par le même Staline à KATYN.

" La tragique histoire de bre 39 ne concerne que la moitié des polonais, quant à l'histoire de la société polonaise à Bialystock, Lwow ou Wilno dans les années 39-41, elle n'existe plus dans l'histoire officielle NDLR de la Pologne... Le choc de KATYN, les procès des 16, ... sont inconnus des lecteurs de la nouvelle génération.

Il parle ensuite de Poznan 56, Mars 68, Décembre 70, janvier 71, juin 76 sur lequel on garde aussi le silence. Il évoque les répressions dont sont victimes les écrivains, "bêtes noires" du régime:

" Comment maintenir ces traditions si jusqu'à présent nous ne possédons pas les oeuvres d'écrivains d'une telle importance comme ANDRZEJEWSKI, RUDNICKI, K. BRANDYS, STRYJKOWSKI, DYGAT PUTRAMENT, KUNCEWICZOWA, si d'autres écrivains très nombreux ne peuvent même imaginer voir leurs oeuvres complètes éditées de leur vivant dans leur propre pays. Si les oeuvres de MILOSZ, GOMBROWICZ, WIERZYNSKI sont coupées des racines de la littérature polonaise... comme c'est d'ailleurs le cas pour tout écrivain moderne qui franchit les frontières du pays.

-/.../-

" Quel air peut bien avoir notre défense du patrimoine culturel si le syndicat laisse éliminer dans le silence, de la circulation des dizaines d'oeuvres de nos camarades qui se voient enfermés dans l'oubli volontaire, qu'on refuse d'éditer, que suivent d'édition en édition ce qu'on appelle "des billets de mise en garde contre la bête noire"...

-/.../-

" Si nous acceptons en silence ce processus continu de torsion, de disparition, de déformation des éléments fondamentaux de l'originalité de notre culture, ... ce qui

" nous attend, nous, créateurs, c'est la perspective de devenir au mieux un groupe pseudo-folklorique de chants et danses des contrées des bords de la Vistule.

Il aborde ensuite la question de la défense des intérêts matériels et moraux des écrivains par le syndicat, et c'est d'ailleurs la partie la plus osée, la critique la moins voilée du système.

" La principale violation, actuellement des droits moraux des écrivains provient du fonctionnement de la censure...

" C'est finalement la censure qui décide qui deviendra écrivain en Pologne, tranche des thèmes que devront traiter les oeuvres littéraires, décide de la forme finale de celles-ci, des délais, et de l'ampleur de la distribution, de même que de l'écho, de la réception des oeuvres auprès d'une soi-disant opinion des lecteurs. Bref, en d'autres termes, c'est la censure qui du début à la fin, tient les fils de cette apparence de vie culturelle...

-/.../-

" Le syndicat ne serait-il pas au courant qu'il existe des listes dans les maisons d'édition, à la radio, à la TV, des listes de personnes complètement privées du droit d'expression, condamnées au mutisme total, privées de leur droit d'exercer leur métier d'écrivain, qu'il ne s'agit même plus là d'une censure de textes, mais d'une censure de personnes, dont les essais, les poésies, les romans, les pièces -très souvent d'une grande beauté- sont condamnés arbitrairement à ne pas voir le jour, tout cela parce que leurs auteurs, dans leur vie, ont le souci de vivre comme des hommes pour qui être écrivain, c'est être sensible à l'injustice et l'exprimer dans ses écrits? Et donc, le "Berufsverbote", il est sous une forme très pure chez nous, et pas sur le Rhin??"

" Chers amis!
" Dans le rapport du bureau central, on ne nous a pas épargné les phrases sur l'attitude politique irréfléchie de certains membres du syndicat, et sur le fait que nous avons défendu contre les conséquences de leurs actions, leurs oeuvres, comme eux-mêmes. Dommage justement que nous ne les ayions défendu que contre eux-mêmes et non pas contre quelque chose ou quelqu'un d'autre...!!!!

DERNIERE HEURE ...!

Nous sommes en mesure de faire part à nos lecteurs de la liste exacte des représentants des paysans élus dans le comité d'autodéfense paysanne.

-Piotr BUDZIAK de TRZECIAKÓW
-Kazimierz DANIELUK de WOLA KORYBUTOWA
-Zbigniew KOSIARSKI de CIECHANKI LANCUCHOWSKIE
-Stanisław KURA d'ANTONIOŃ
-Jerzy MAZUR de KAJETANÓWKA
-Michał NIECHEL de JASZCZÓW
-Władysław KOLENDER de LANCUCHÓW
-Edward PACZKOWSKI de KOLONIA OSTRÓWEK-
-Janusz RÓZEK de KOLONIA GÓRNA
-Jan SKOCZYŁAŚ de WOLKA LANCUZOWSKA
-Władysław SKÓRKA de MARYNIÓW
-Jan KRACZ de ZALESIE
-Celina WOJDAL de POPCĄWY
-Alina ZARLOTNA de ZAWADÓW.

Michał NIECHEL et Janusz RÓZEK sont les deux dirigeants arrêtés lors de l'intervention de la milice. RÓZEK a été relâché à la suite d'une délégation des paysans là où il était détenu. On est pour l'instant du moins à l'ouest sans nouvelles de l'endroit où est retenu NIECHEL.

La résolution du Comité d'Autodéfense paysanne dont nous donnons dans cette rubrique de larges extraits, a été envoyée au Primat de Pologne, à la Diète, au Conseil d'Etat, au KSS/KOR, au ROPC10

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DANS LE MONDE

A. KERVERN

La lutte de classes internationale est riche d'expériences et de combats. Nous avons essayé de fournir à nos lecteurs un maximum d'informations dont la plupart sont puisées dans la presse française. Beaucoup d'autres de source purement ouvrière, et à ce titre peu reprises par la presse officielle, sont aussi présentées. Pourtant nous ne pouvions concevoir cet article comme une simple addition d'informations, car au fur et à mesure de leur lecture, il était clair que des lignes de force communes se dégageaient de toutes les situations particulières.

C'est d'ailleurs ainsi comprises qu'elles seront certainement, nous l'espérons de la plus grande utilité pour la réflexion et l'étude de chaque combat.

Le 21 juillet se produit l'attentat qui cause la mort du général de brigade SANCHEZ RAMOS et de son aide de camp. Les journalistes aussitôt se déplacent.

Mais est-ce donc bien le fait divers qui justifie les deux voire trois pages réservées simultanément par quatre hebdomadaires à la question?

L'assassinat d'un général franquiste émuait-il à ce point l'opinion publique et ouvrière en Espagne en France, dans le monde?

Qui y croirait donc? certes pas le journal "LE POINT" qui écrit fin juillet que:

"Les généraux en Espagne étaient presque toujours jusqu'ici morts dans leur lit".

Mais en fait il faut bien commencer par le commencement, le vrai: Le combat de la classe ouvrière et du peuple basque, contre la monarchie franquiste de Juan CARLOS.

D'ailleurs le FRELON partage l'avis de la presse française quant à l'importance à donner à ce qui se développe en Espagne.

" QUE SE VAYAN ! "

Le 8 juillet, une fois de plus sous Juan CARLOS comme sous FRANCO, l'état franquiste oppresseur du pays basque envoie l'armée contre le peuple. Un mort à Pampelune, un mort à San Sebastian.

(1)- provinces autour desquelles s'est constitué l'état franquiste et qui sont devenues le symbole de l'oppression.

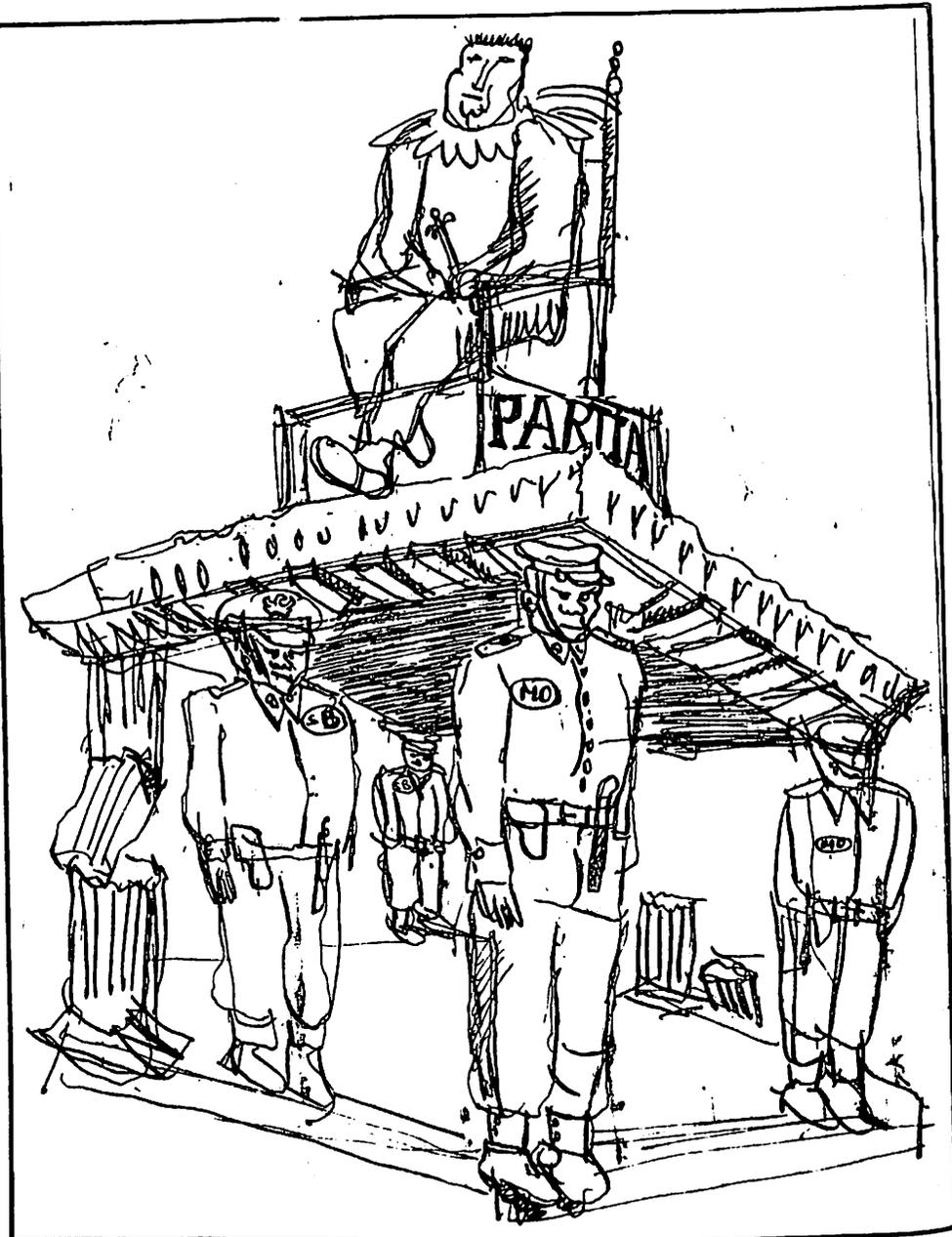
" QUE SE VAYANI - En grosses lettres sur les murs, cela veut dire - "qu'ils s'en aillent. - Eux, ces membres de la police armée dont l'uniforme gris garde pour tant et tant de basques la couleur du franquisme; et qui se sont le 12 juillet, rués de leur propre chef sur RENTERIA, triste et pauvre banlieue de SAN-SEBASTIAN, pour la piller et la mettre à sac. Eux. Ces gardes civils aux visages aragonais ou castillans-(1)- si dignes que l'on traite cependant et d'emblée de "hijos de puta"-fils de pute-les grands jours de colère.

Le dimanche 16 juillet SAN-SEBASTIAN rassemble, tous partis réunis, dans la force de l'unité, une foule immense contre l'assassinat de deux militants anti-franquistes.

Les hommes de la bourgeoisie sont inquiets. Les dirigeants du parti communiste français cherchent les responsables de ce qu'ils appellent une "conspiration" dont le but serait de "déstabiliser l'Espagne et d'empêcher la politique de démocratisation menée par Juan CARLOS."

Une fois de plus lorsqu'il s'agit du sort et du combat de centaines de milliers de travailleuses et de travailleurs, les gens intéressés chercheront, "les meneurs", les "agitateurs" les "extrémistes".

Qui sont-ils donc?



Le siège du premier secrétaire du parti, comme l'indique ce dessin d'un collaborateur du FRELON repose sur une milice et une police politique de plus en plus développée.

Le journaliste du POINT, ne nous le précisera pas. Par contre il nous racontera comment: "les placides mères de famille qui défilait à San-Sebastian avec leur bambin à la main et sacs à provision au bras, se retrouvaient, très gentiment, de coeur avec les extrémistes." !

ECHEANCES ESPAGNOLES:

C'est le titre de l'article déjà cité et paru dans FRANCE-NOUVELLE. Adolfo SUAREZ, chef du gouvernement franquiste-(?) - de Juan Carlos, venait de déclarer que: "Chaque fois qu'ils faisaient un pas vers la liberté le terrorisme frappait".

et le stalinien RONY en profite pour faire l'apologie du projet de constitution du chef de l'état espagnol qui doit être soumis au référendum.

L'IMPOSSIBLE DEMOCRATISATION

L'appareil d'état franquiste n'a jamais été démantelé, "il domine en particulier les institutions locales et provinciales" précise RONY. Juan CARLOS est la plus parfaite expression de cet état construit sur les cadavres ouvriers de la guerre civile;

" Il est le chef des armées. C'est à FRANCO qui lui aura fait à ce titre la plus belle des donations, qu'il doit ce titre" renchérit le POINT.
" armée vieillie dit-on à Madrid, certes, renchérit l'EXPRESS mais toujours importante puisqu'elle encadre à la fois la police armée et la garde civile. Et surtout ses chefs sortent du monde franquiste
" Ils avaient vingt ans ces généraux d'aujourd'hui, lorsque le coup d'état de 1938 les fit sortir de la légalité."

-(1)- Nos lecteurs peuvent trouver abusif de caractériser aujourd'hui le régime de Juan Carlos de franquiste. Mais les lecteurs polonais savent que la mort de Staline n'a rien changé. Ses successeurs ont continué la même politique pour maintenir en place le même système, qui porte son nom. Il en va de même en Espagne où le parti communiste français voit pourtant "un régime de transition démocratique". mais avouant pourtant que "l'appareil d'état franquiste n'a pas été démantelé, il domine en particulier les institutions locales et provinciales"

La vérité est claire: les généraux, les hommes d'église, les gouverneurs, ces anciens franquistes dont le parti s'est confondu pendant 40 ans avec l'état bourgeois et qui, à force de prébendes, comptent sur leur position et leurs privilèges.

Pour insuffler quelques doses de démocratie à l'état - ce que Juan Carlos désirerait pour éviter l'explosion - il faudrait donc chasser tout ce vieux "personnel" de l'appareil d'état, leur mère nourricière à tous.

Mais pour cette besogne, Juan CARLOS doit lui-même user des privilèges les plus sacrés du franquisme, comme par exemple, celui qu'il a reçu de FRANCO, son titre de chef des armées.

Mais ce faisant, regroupant des factions contre d'autres, il ne fait que lui aussi contribuer à lézarder l'édifice étatique. En ce sens il va exactement à l'opposé de ce que serait une réelle démocratisation:

-D'abord et avant tout le droit à l'autodétermination de la Catalogne et du pays basque sur la base de la séparation immédiate. A ce propos il vaut la peine de citer l'hebdomadaire l'EXPRESS:

" la reconnaissance d'une souveraineté distincte (...) liant comme au sein d'une fédération librement consentie - et par conséquent susceptible d'être dénoncée - cette région au pouvoir central, c'en eût été fini du principe "ESPANA UNA" que l'armée a juré de défendre. Et rappelons-le Juan CARLOS est le chef de l'état, chef des armées.
Oui Juan CARLOS est le chef de l'état, mais aussi le chef des armées.

Seul le prolétariat pourra mener à bien les tâches démocratiques que la bourgeoisie espagnole n'a jamais réussi à accomplir.

Tel est d'ailleurs le sens des grands mouvements de masses dans les rues d'Euskadi.

Le parti communiste espagnol de CARILLO défend la politique de Juan CARLOS et estime que les événements du type de ceux qui se déroulent au pays basque constituent "le front à partir duquel peut être remis en question l'ensemble de ce processus"

Sans gêner le PCE a proclamé qu'en la personne du général Sanchez RAMOS et de son aide de camp, les forces armées "avaient versé leur sang pour la démocratie"!!

LE STALINISME MET EN GARDE LA BOURGEOISIE.

Demandez enfin à Jean RONY, éminent théoricien du P.C.F. de vous dire pourquoi l'Espagne ne CONNAIT PAS LE DROIT DE GREVE-(1)-il vous l'expliquera fort clairement.

Les crimes du franquisme, de la dictature militaire, les pillages des villes par la police comme en juillet dernier, au pays basque, les tueries dans les rues ou le garrotage de femmes, de militants anti-fascistes? -Oui, peut-être...

En tous cas il nous apprend que:

" Ce qui a contribué de façon décisive à saper les fondements de la démocratie en Espagne, ce sont les problèmes basque, catalan et galicien.
C'est pourquoi d'ailleurs il met en garde, ATTENTION!
" Si le projet de constitution n'obtenait pas la majorité au pays basque, ce serait un coup porté à la démocratie espagnole"

En d'autres termes un coup porté à l'état des oppresseurs.
Et à l'adresse du parti socialiste espagnole:

" Trop d'optimisme... un gouvernement socialiste, ce n'est pas possible.

Encore une fois il faut comprendre: il faut que le gouvernement Juan CARLOS reste au pouvoir.

-(1)- Le droit de grève a fait l'objet d'un âpre débat dans les milieux gouvernementaux espagnols après une intervention du patronat s'opposant à ce que la grève soit reconnue au titre des libertés fondamentales.

LA FORCE DES TRAVAILLEURS S'ORGANISE.

Les travailleurs n'ont que faire des divisions dont le point de départ est toujours le refus de s'engager dans la voie du combat contre Juan CARLOS, pour le droit à l'auto-détermination et de séparation de la Catalogne, du pays basque, pour une République Fédérative D'Espagne.

Déjà des secteurs entiers de militants ouvriers, dont des militants du P.O.U.M., du PSOE, de l'UGT, des militants basques, catalans, combattaient sur ce mot d'ordre.

Et puis fin juillet une décision très importante a été prise. Les organisations de l'UNION DU PEUPLE BASQUE et du COMITE CATALAN CONTRE LA CONSTITUTION ont pris position pour le vote "NON" au référendum que Juan CARLOS doit prochainement organiser pour faire plébisciter sa constitution réactionnaire.

Enfin, réunis à l'occasion de la Conférence Européenne qui s'est tenue à Paris début août et à laquelle nous consacrons un article dans ce numéro, des organisations politiques venues de tous les coins de l'Etat Espagnol ont décidé de faire leur cette position.

" Les organisations politiques: Coordination ouvrière des sections socialistes, Organisation Quatrième Internationale, les partis politiques du KAS (HAST et LAIA) et adhérents du Comité Catalan contre la Constitution Espagnole (parti ouvrier d'unification marxiste et Gauche nationale)

" Réunis, nous avons discuté de la nécessité d'intensifier le combat pour mettre à bas la constitution monarcho-franquiste qui opprime les nations.

" Tous nous nous sommes mis d'accord sur l'appréciation suivante:

" Le combat pour mettre à bas la constitution centralise aujourd'hui la lutte de la classe ouvrière de

" toutes les nations, de tous les peuples de l'état espagnol.

" [b] FRAGA, SUAREZ, AREILZA, MARTIN VILLA, etc appellent à voter "oui" car ils veulent maintenir l'essentiel des institutions édifiées par FRANCO pour exploiter les travailleurs, pour opprimer les nations basque, galicienne, catalane

" [c] En appelant à voter "oui" CAR- RILLO, FELIPE et d'autres dirigeants d'organisations ouvrières et les directions syndicales qui agissent dans le même sens choisissent la défense de l'état oppresseur contre la classe ouvrière, contre les nations opprimées.

" [d] En répondant à la prise de position de Henri BATASUNA et du Comité Catalan Contre la Constitution Espagnole, les organisations ici réunies aujourd'hui donnent leur appui total au "Non" à la constitution, c'est à dire que voter "non" c'est aujourd'hui la forme la plus adéquate du combat pour mettre à bas la constitution et avec elle la monarchie (qui est aujourd'hui la forme précise de l'état bourgeois centralisé) pour toutes les revendications, pour la souveraineté nationale d'Euskadi, de Catalogne, de Galice.

" [e] Nous appelons toutes les organisations qui se réclament des intérêts du peuple travailleur et de la défense du droit à l'autodétermination à s'unir au combat le plus résolu contre la constitution.

Les problèmes qui se posent aux travailleurs espagnols ne sont pas nouveaux, nous l'avons vu dans un article sur la France dans un numéro précédent.

Entre autres l'une des questions clé qui se posent à la classe ouvrière est celle de savoir comment réaliser son unité de classe.

C'est notamment à ce problème que s'apprête à chercher à répondre "LE FRELON" pour la Pologne, dans la préparation de sa conférence dont nous parlons dans un autre article.

A chaque fois, dans chaque pays, c'est cela que les travailleurs cherchent dans la lutte contre l'oppression et l'exploitation.

A chaque fois dans chaque pays, il y a des forces, souvent les mêmes, dont le but est de maintenir l'ordre mondial actuel pour garantir leurs privilèges et qui pourtant prétendent défendre les travailleurs; mais combattent contre cette unité à tout prix car c'est une menace pour les oppresseurs et exploités.

Le citoyen RONY que nous avons déjà longuement fait parler précédemment appartient sans aucun doute à cette catégorie.

Il avait caractérisé le mouvement des masses d'Euskadi comme une porvo-cation dont l'objet serait de faire intervenir l'armée contre la démocratie. Dans le même article il nous apprend qu'une telle politique pourrait amener à "une situation comparable à celle de l'Irlande du nord".

Ainsi au passage ce membre du PCF ne manque pas de rendre les masses responsables de la présence de l'armée de l'impérialisme britannique en Irlande du Nord.

E-N IRLANDE:

En Irlande du nord le statut de prisonnier politique n'est pas accordé. L'impérialisme britannique a répondu par la fureur au témoignage accusateur d'un archevêque irlandais qui s'est adressé à la presse. Pour avoir refusé de porter les uniformes pénitentiaires les combattants républicains irlandais gisent à présent, nus, crasseux et épuisés, dans les pires conditions d'hygiène.

Comme le rappelle la conférence européenne, seule une campagne internationale pourra déserrer le carcan étouffant qui pèse sur le peuple de la partie occupée de l'Irlande.

I R A N :

- de janvier à mai : manifesta- tions dans tout le pays

- mai : la hiérarchie religieuse chiite demande à la population de rester chez elle, entame des négociations

avec le Shah et explique "Nous n'avons rien contre le gouvernement, il applique les lois".

- Le Shah promet des élections libres... "sauf pour ceux qui voudraient remettre en cause la monarchie."

- CARTER rend visite au Shah et se déclare en parfait accord avec le chef de l'état iranien sur sa conception des droits de l'homme - (ce qui gêna considérablement les chiites qui prenaient appui sur les prétendus ambitions démocratiques de CARTER) -

- 22 juillet : explosion populaire à MACHAD. Le mouvement spontané s'étend jusqu'au 24. L'armée intervient 250 morts.

- 10 au 11 août. A ISPAHAN, HAMEDAN CHIRAT les manifestations, meetings, et émeutes se succèdent. La presse européenne rapporte que face aux fusils braqués contre eux, les manifestants jettent des pierres, défiant la monarchie haïe.

- Le Shah déclare "nous devons être conscients qu'un changement politique en Iran, modifierait la face du monde".

P E R O U :

- Le gouvernement militaire a décidé d'octroyer des élections libres.

- Un front regroupant plusieurs personnalités et organisations politiques le FOCEP - (militants ouvriers, syndicalistes indépendants, trotskystes, maoïstes) se retrouve en tête des suffrages de la gauche.

- Avant même la fin des élections le gouvernement militaire faisait exiler les dirigeants ouvriers les plus connus en Argentine où l'assassinat politique est le lot quotidien. D'ailleurs le leur était déjà prêt.

- A l'issue d'une campagne internationale le gouvernement militaire a dû leur permettre de rentrer libres au Pérou.

- Dix députés ont fait la déclaration suivante le jour de l'ouverture de la session de l'Assemblée nouvellement élue.

" Considérant

" Vu qu'aujourd'hui s'est installée l'Assemblée Constituante élue par mandat du peuple, seul dépositaire de la souveraineté.

" Que le mandat souverain du peuple exige que l'Assemblée envisage et résolve le problème de la libération du joug impérialiste et qu'elle réalise les tâches démocratiques et sociales non accomplies.

" Le fonctionnement de l'Assemblée constituante déclare que le gouvernement des forces armées est incompatible avec l'existence du gouvernement militaire qui n'a pas la même origine.

" Proposent que l'Assemblée constituante assume tous les pouvoirs législatifs et exécutifs de la nation pour appliquer un plan d'urgence fondé essentiellement sur: - le plein exercice des libertés démocratiques.

" La réintégration des travailleurs licenciés,

" Les mesures urgentes pour résoudre la crise économique axées sur le non-paiement de la dette extérieure

" l'augmentation générale des salaires

" la remise gratuite de la terre aux paysans.

" Cette motion a été présentée par les dix députés dont les noms suivent: G. LEDESMA, président du FOCEP, Victor CUADROS, secrétaire général de la Fédération des travailleurs des mines et de la métallurgie, tête de liste de l'UDP, Hugo BLANCO, PST-FOCEP, Ricardo NAPURI, POMR-FOCEP, Hernan CUENTAS POMR-FOCEP, Magda BENAVIDES, POMR-FOCEP, Enrique FERNANDEZ PST-FOCEP, Antonio Aragon PSR, Juan Cornejo GOMEZ -FOCEP- Mateu MOYA - FOCEP-

Aux dernières nouvelles, le gouvernement venait de décréter l'état de siège.

BOLIVIE

-Le gouvernement militaire de BANZER avait promis des élections.

-elles eurent lieu après que tout a eu été mis en oeuvre pour assurer la majorité au candidat des militaires.

-Devant la fraude manifeste le candidat militaire a préféré dire qu'il avait été porté au pouvoir par un coup d'état qu'il organisa depuis SANTA-CRUZ

-Luttant dans les pires conditions les mineurs boliviens ont déclaré la grève le jour du coup d'état.

Nous publions ci-dessous des extraits de l'appel du COMITE DE COORDINATION DES MINEURS MEXICAINS de NACORAZI, à la solidarité internationale qui fut adressé à la classe ouvrière française.

" Nous souffrons de l'exploitation inhumaine de la classe actuellement au pouvoir, véritable mafia de la politique ordonnée par les organes de pénétration economico-politique de l'impérialisme tel que le Fonds Monétaire International.

" En même temps que d'autres mouvements au Mexique 5 700 travailleurs du Complexe Industriel minéro-métallurgique "LA CARIDAD" à NACORAZI (province de SONORA) sont en lutte depuis quatre ans et organisent le refus du syndicat imposé par le patronat.

" Quatre années pendant lesquelles se sont développées des grèves et des actions de protestation, ayant été elles-mêmes réprimées par des licenciements et d'autres formes de répression utilisées par les entreprises.

" Durant cette période, les travail-

"Les travailleurs ont assimilé leurs expériences et ont avancé des formes de lutte qui se sont cristallisées dans notre "commission de coordination", seule force représentative regroupant 268 délégués.

-/.../-

" Le 21 juin, plusieurs dizaines d'entre nous ont été séquestrés et après avoir subi des tortures et avoir été menacés de mort par les forces répressives de l'état, 26 des 38 victimes ont été libérées. 12 membres de la "commission de coordination dumouvement ont été jugés pour des délits que l'état a fabriqués de toutes pièces.

-/.../-

" Camarades!
" Ceci est un appel à la solidarité des prolétaires de tous les pays du monde avec le mouvement ouvrier de la République du Mexique.

" Pour la démocratie et l'indépendance syndicale au Mexique et dans tous les pays!

" Fin de la garde à vue des membres de la commission de coordination.

" Abas l'état de siège à NACORAZI!

" Halteaux licenciements!

" Vive le mouvement ouvrier révolutionnaire!

" La commission de coordination

1968-1978] ce n'est pas seulement sur le vieux continent de l'Europe que les masses ouvrières et opprimées, préparant l'assaut contre les gouvernements des vieux impérialismes, de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites s'apprentent à célébrer à leur façon les grands événements de 1968, la grève générale en France, la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, qui ont marqué l'ouverture d'une période de la révolution mondiale.

Voici l'onde de choc provoquée par la défaite cinglante de l'impérialisme US au Vietnam il y a maintenant cinq ans, surgit aujourd'hui sous d'

autres formes en Iran, événement dont l'importance politique dépasse le cadre du moyen-Orient, de l'Extrême Orient, poursuivant le processus de déstabilisation de la domination impérialiste nord-américaine.

Voici que sur le continent de l'Amérique latine, 1968-1978, c'est au Mexique, dix ans après les violentes émeutes de juillet et octobre 1968 qui avaient vu les manifestations d'étudiants - et d'ouvriers, convergeant pour les rejoindre - sauvagement réprimées, et les morts officiellement dénombrés par centaines.

Voici que le prolétariat poursuivant le mouvement qu'il commença alors pour la construction de sections syndicales indépendantes, pour la constitution de ses propres organes de classe indépendants, se dresse également en de puissants mouvements de grève contre les séides de l'impérialisme américain, contre le FMI, contre le gouvernement Portillo.

Voici les mineurs de la grande mine de cuivre de NACORAZI, le deuxième gisement de tout le continent latino-américain qui sont en lutte comme ils le racontent eux-mêmes depuis quatre ans.

Les charros, "délégués" officiels des syndicats d'état, se déclaraient incompetents. Les travailleurs ne sont pas incompetents pour combattre afin d'arracher leurs revendications. Ils ont constitué en novembre dernier, une "commission de coordination" composée de 268 élus de chaque assemblée générale des entreprises de la mine, révocables à tout moment.

La suite, la lutte, la grève générale de 143 jours, où la commission de coordination a fonctionné comme instrument de double pouvoir, la répression violente du 21 juin quand les mineurs s'apprentent à marcher sur le palais municipal, ils la racontent eux-mêmes.

MEXIQUE-PEROU-BOLIVIE-IRAN...
C'est l'ensemble de la politique de l'impérialisme américain, de son rôle de gendarme du monde qui est re-

mis en cause.

L'appui total que donnait hier CARTER au régime du Shah, devient plus mesuré tant l'impérialisme perd confiance dans les forces du monarque iranien pour rétablir l'ordre.

Voilà pourquoi le cri du Shah qui un changement politique en Iran modifierait la face du monde.

Carter, lui, pense que la politique du Shah mène à coup sûr au "changement" en risquant une très dangereuse explosion.

Et CARTER tente de faire pression dans ce sens en limitant les envois d'armes.

Ce n'est pas exactement l'avis du KREMLIN, ni de PEKIN qui estiment vraisemblablement que toute tentative de démocratisation va entraîner nécessairement un regain du mouvement populaire.

Et tandis que l'impérialisme US étale au grand jour l'impasse dans laquelle il se trouve, l'aide apportée par la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie chinoise ne peut suffire pour sortir le régime corrompu de son isolement.



BREJNEV - HUA KUO FENG - CARTER
vus par un dessinateur collaborateur
de SZERSZEN - LE FRELON

HUA KUO FENG après s'être rendu en Yougoslavie, puis en Roumanie, se rend en Iran serrer la main du Shah et lui apporter ainsi son soutien dans la tâche de juguler l'explosion des masses.

Ce prochain voyage fait suite à toute une série de relations diplomati-

ques et commerciales, la Chine reconnaissant le régime iranien comme une "démocratie".

L'URSS qui a maintenu d'excellents rapports politiques et commerciaux avec le régime du Shah, les consolide avec le futur voyage en URSS d'ASHRAF la soeur du Shah, un des personnages les plus importants de la monarchie.

Le Shah a été aussi reçu à bras ouverts par plusieurs dirigeants des pays de l'est. Parmi eux GIEREK et JAROSZECH, l'université de Varsovie lui a même accordé, et à son épouse le titre de "docteur honoris causa".

Le combat engagé aujourd'hui par les masses populaires contre un régime qui est le pilier de l'ordre impérialiste, approfondit considérablement la crise de l'impérialisme, ébranle les fondements de l'ordre mondial ce qui ne peut pas ne pas avoir ses conséquences sur les bureaucraties.

Un peu plus tôt, un peu plus tard la chute de la monarchie sanglante, instrument de l'impérialisme, deviendra une victoire des masses, et ce à l'échelle mondiale.

— ooo —



Pour les partis dits "eurocommunistes" d'Espagne, comme de France, bien que "l'appareil d'état franquiste n'ait pas été démantelé, et domine en particulier les institutions locales et provinciales", le régime de la monarchie franquiste de J. CARLOS est "un régime de transition démocratique".

cf-FRANCE NOUVELLE- article de Jean RONY- intitulé : "ECHANCES ESPAGNOLES".

L'OPPOSITION INTELLECTUELLE ET LA CLASSE OUVRIERE (4)

R I W A R E Z

POUP est très certainement matérialiste.

Que le lecteur ne me prenne pas pour quelqu'un doué d'une seconde vue capable de déchiffrer à distance les pensées des autres.

Les réflexions de KURON dont je parle ici sont contenues dans un livre qui vient de paraître aux éditions de l'INSTITUT LITTÉRAIRE DE PARIS, en polonais, dans la série "NON CENSURE" et porte le titre de ZASADY IDEOWE- éléments de réflexions.

L'essai intitulé donc "éléments de réflexions" ainsi que les deux autres contenus dans le même livre, mais déjà publiés auparavant: "réflexions pour un programme d'action" et "remarques sur la structure du mouvement démocratique" ont été écrits au cours des années 76-77, et l'auteur les définit comme l'ensemble du programme de l'opposition démocratique en Pologne, mais simplement esquissé.

Bien que ces trois essais comptent en tout et pour tout 38 pages, c'est une lecture qui pour être passionnante n'en est pas moins très difficile. ... Si l'on cherche vraiment à vouloir comprendre quelles sont les idées directives de l'auteur.

D'ailleurs J. KURON écrit lui-même dans l'introduction:

"Les textes présentés ici ont déjà paru et été discutés. Très souvent, on leur reproche leur trop grande difficulté d'approche, et la langue compliquée dans laquelle ils sont écrits."

J'avoue qu'après plusieurs lectures de ces essais politiques, il me serait difficile d'en être le propagateur même si les idées exposées correspondent aux miennes.

C'est que les pensées de KURON sont

Nos lecteurs assidus se souviendront que dans le N°6, dans le cycle d'articles-"L'opposition intellectuelle et la classe ouvrière", j'avais évoqué les problèmes de l'opposition de l'église en Pologne.

Il s'agissait donc de la question de la lutte entre l'état (lire la bureaucratie du POUP) et l'église, lutte qui maintenant remonte à plus de 30 ans.

Ce n'est un secret pour personne que dans ce combat l'attaquant est le régime stalinien et que l'église est le bastion qui se défend contre ces attaques.

Je sais, et je suis conscient que la tâche que j'avais entreprise là n'était pas des plus faciles, ni des plus légères. Car dans cette discussion se frottaient les uns aux autres les canons évangéliques de la foi et un point de vue matérialiste sur le monde et la vie.

Il est évident qu'en la matière, mon opinion personnelle n'entrait pas en compte, car pour l'instant elle ne peut influencer en rien la situation existant en Pologne, et je n'avais alors absolument pas l'intention de polémiquer avec les théories de l'évangile et me ranger dès le départ du côté des partisans de la lutte contre l'église, comme le fait le POUP.

Si je prends la peine de revenir sur ce sujet dans ce nouvel article c'est que je serai obligé à nouveau d'avoir à faire à l'évangile, même si en fait je m'apprete à commenter et évoquer les considérations d'un opposant de marque, cofondateur du KSS/KOR, Jacek KURON, qui comme nous le savons n'a absolument aucune charge cléricale, et qui, ancien membre du

exprimées dans un langage qui ne vise pas je crois à atteindre les cercles ouvriers, dont je fais partie.

C'est pourquoi je n'ai choisi ici que d'évoquer des questions fondamentales et ai été amené à laisser de côté des chapitres très intéressants eux aussi, mais qu'il faudrait ici trop expliciter, car des expressions comme "valeur essentielle" "le subjectivisme de l'homme", sont des expressions philosophiques que je pourrais déformer, en allant trop vite, et par là, déformer la pensée de l'auteur.

Mais avant même d'entamer le commentaire proprement dit des réflexions de Jacek KURON, qu'il me soit permis de dire quelques mots sur l'homme lui-même dont le nom est aujourd'hui connu dans le monde entier. Ce nom qui est certainement l'objet des nuits blanches de bien des membres de l'oligarchie du parti, "camarade" Edward en tête, cet homme qui "occupe" les bandes de mouchards du MSW et autres institutions larbines paradant en uniformes rutilant de la milice civile.

Je ne m'amuserai pas à décrire Jacek KURON comme un génie, car si je le lui disais en face je pourrais à juste titre recevoir son poing dans la g...!

Mais se contenter de dire que cet homme intelligent, pose de manière réfléchie, comme il sied en politique, un grand nombre de problèmes qu'il faudrait réaliser en Pologne, cela d'un autre côté réduit ces réflexions à leur plus petite expression et n'exprime même pas le centième de cette forte personnalité.

Jacek- avec toute la fermeté d'un homme convaincu, défend virilement le programme du Comité d'Auto-défense Sociale (KSS/KOR) dont il est d'ailleurs l'un des fondateurs.

C'est une sorte de soldat qui est debout sur les créneaux d'une forteresse assaillie, par une puissante armée d'assaillants.

Pour lui, comme pour tous ceux qui ont engagé le combat contre le puissant système totalitaire des bureaucraties staliniens, il est impossible de revenir en arrière.

La seule chose que puisse faire maintenant l'ensemble de la gauche polonaise, c'est d'avancer pas à pas de plus en plus loin.

Car le moindre temps d'arrêt, le moindre pas en arrière, consisterait à s'enchaîner soi-même, enchaîner le peuple polonais.

C'est d'ailleurs ce qu'ont compris les opposants polonais qui contre efficacement par leurs actions tous les plans du régime qui, pris entre l'opinion publique et le mécontentement de la classe ouvrière, se trouve obligé continuellement de battre en retraite.

En commentant ici, dans les modestes colonnes du FRELON les réflexions de KURON, je n'ai qu'un seul but: contribuer à propager le programme de la gauche, de l'opposition, au sein de la classe ouvrière polonaise vers qui LE FRELON est avant tout dirigé.

La rédaction du FRELON se propose aussi dans ce but de reproduire, et de propager dans le pays la totalité des "ELEMENTS DE REFLEXIONS" et les faire connaître aux travailleurs.

Dans le chapitre V "REMARQUES SUR LA STRUCTURE DU MOUVEMENT DEMOCRATIQUE" -p.43- on lit:

"Probablement alors qu'il était invité à une réunion du parti quelconque, un spécialiste de la guerre idéologique a dit: «l'opposition est un fait, mais ils sont tellement divisés entre eux, qu'ils ne nous dérangeront probablement pas». Il y a dans cette affirmation beaucoup d'exagération, mais aussi suffisamment de vrai pour que nous les "divisés", nous le prenions comme un avertissement."

Et visiblement il y a beaucoup de vrai dans cette affirmation puisque Jacek écrit ensuite:

" Tant que nous continuerons à lut-

"ter pour des questions d'influence et de représentativité sans préciser plus avant nos différences de programmes théoriques et politiques, "la lutte entre nous se déroulera sur le terrain des potins, des insinuations et des soupçons."

Et personne ne doute aujourd'hui en Pologne que la police politique et la milice, sur ordre du parti. ou sans ordre d'ailleurs, fassent et feront tout pour que les potins, les insinuations et les soupçons divisent et fassent éclater le mouvement de résistance, pour le maintenir isolé des ouvriers et des paysans.

C'est pourquoi si la polémique entre le KSS/KOR, le ROPCIO et le SKS est très utile, c'est pour leur permettre d'avancer dans la voie de l'entente et de la collaboration de ces organisations dans la lutte contre le régime.

En page 47, KURON traitant de la question du pluralisme, étudie de façon fort compliquée le problème de la démocratie parlementaire:

"Ainsi tous ceux qui sont contre la démocratie parlementaire, je les considère comme mes ennemis du point de vue théorique, et je les combattrais théoriquement et politiquement. Cependant on peut être l'adversaire de la démocratie parlementaire, en partant du point de vue de la souveraineté de l'homme-(1)-, en tant que valeur essentielle, et critiquer le parlementarisme comme une forme insuffisante, limitant, voire même déformant la souveraineté. Si les partisans de cette position restent mes adversaires théoriques, je dois cependant m'entendre avec eux, et cette entente est, -du moins théoriquement-, possible. Par contre si quelqu'un se déclare contre la démocratie parlementaire, rejetant en même temps la souveraineté de la personne humaine, pour des questions d'intérêt extrême individuel, de classe, d'état ou de la nation..., cette position théori-

"que est contraire à celle dont je me réclame et dans ce cas aucune entente n'est possible.

La démocratie parlementaire, au sens strict, en tant que système politique de gouvernement d'un pays, dans le passé, comme dans le présent, n'a jamais existé et n'existe toujours pas.

Le "parlamentum" romain était en fait un toit qui abritait un puissant palais élevé sur le sang et les os des esclaves, la sueur d'une plèbe vivant dans la misère.

C'était une forme de parlementarisme, certainement, mais pas démocratique.

Il n'est pas besoin ici d'énumérer toute l'histoire et les variétés de parlements qui ont vu le jour dans différents pays et servi différents groupes sociaux.

Mais jusqu'à présent l'histoire n'a pas connu de système reposant sur ce qu'on pourrait appeler le parlementarisme démocratique.

Je n'évoquerai même pas le parlementarisme qui a cours dans le bloc soviétique car Jacek KURON autant que Leszek MOCZULSKI du ROPCIO connaissent très bien la "pension tranquille" de la rue Wiejska à Varsovie où les débats les plus orageux se déroulent... à la cantine des députés plus ou moins sous cette forme:

-Est-ce que, camarade député (POUP) vous prendrez au déjeuner une côte de porc ou bien une escalope, façon Nelson?

-Tonne alors le député du club du Parti Paysan: -Je ne suis pas d'accord, je prendrai des raviolis, et pas autrement qu'à la russe!

Le parlement américain et ce qu'on appelle la "démocratie américaine" est avant tout au service des trusts capitalistes.

Quant au parlement du système bonapartiste de Paris, on n'y trouve pas l'ombre de la démocratie, car sous le gouvernement Giscard, comme celui de ses prédécesseurs, le pouvoir du président ne le tolérerait pas.

Et nous ne nous attarderons pas

(1)-ce concept de la souveraineté de l'homme revient très souvent dans le cours de l'essai.

sur la Chambre des communes et toutes les autres monarchies, ni sur le Bundestag allemand.

Mais de toutes façons, je suis convaincu, que même le plus démocratique de tous les parlements qui soit, limitera toujours d'une façon ou d'une autre "la souveraineté de l'individu".

Et je crois qu'il est encore loin le temps où véritablement les "intérêts extra-individuels, de classe, d'état ou de la nation" n'entreront plus en collision avec l'individu, et ne limiteront plus la souveraineté de celui-ci.

Et sans m'étendre, je ne rappellerai, dans le domaine parlementaire, que l'époque de la souveraineté individuelle des députés, celle du "Libertum veto"... Car les conséquences d'une TELLE souveraineté, du parlementarisme de ce type, nous ne les connaissons que trop bien.

Et pour paraphraser KURON je répéterai, en modifiant un tout petit peu la forme:

Tous ceux qui sont contre la démocratie parlementaire, tous ceux qui remettent en cause les intérêts nationaux, tous ceux qui aspirent à diviser les gens en classes, sont pour moi ou des anarchistes ou des partisans du totalitarisme et sont à ce titre mes adversaires que je combattrai par tous les moyens théoriques et politiques à ma disposition.

La démocratie parlementaire devrait avant tout assurer la garantie des intérêts des différents milieux sociaux, des régions, des états, assurer la garantie des intérêts des individus. Une démocratie qui ne garantirait pas l'un de ces points, ne serait certainement pas parlementaire, et surtout pas une démocratie.

En page 48, KURON aborde la question de la composition de l'opposition contre le régime.

" Les tâches que nous nous faisons doivent être la concrétisation des fondements théoriques tel qu'il soit possible de les réaliser maintenant et ici, ou dans un futur très proche. Très souvent, particulièrement dans l'accomplissement des tâches qui ont un rapport étroit avec une pression qu'il faut exercer sur le pouvoir, cela peut être une forme de minimalisme; mais résister à ce minimalisme, c'est mépriser la société, ou au meilleur des cas, c'est un sursaut irrationnel contre les dérobades du pouvoir totalitaire.

" Le mot d'ordre "Plus ça va mal, mieux ça va", est l'expression classique de ce mépris de la société, qui a toujours pris corps et continue de le faire, parmi ceux qui ont été chassés en marge de la société... - je veux parler de militants de l'opposition privés d'un travail régulier.

" Je me compte du nombre, et je sais pour avoir pratiqué ma propre autopsie, comme on se laisse facilement aller, dans cette situation, au mépris pour les gens qui, par souci de leur femme, de leurs enfants, de la société, de leur carrière, n'osent pas se risquer.

" Ceci est tout bonnement le mépris de la société.

" Actuellement dans les milieux de l'opposition ne naissent plus d'idées sur le terrorisme; par contre nous devons toujours nous garder du maximalisme, c'est à dire de fixer des tâches qui ne sont réalisables que pour des "gens en marge" socialement, et qui par là ne feront qu'élargir le cercle de ces derniers. Celui qu'on a privé de son travail, de l'assurance sociale, des voyages à l'étranger, du droit de publier, de sa carrière artistique ou scientifique ne peut plus être menacé que par l'éventualité de la prison. Mise à part la peur qu'elle éveille, chez tout le monde sans exception, un tel homme a bien moins à perdre que le reste de ses concitoyens.

" Et par là au contraire de ces mêmes concitoyens, ces hommes mis "en marge du système, n'ont personnellement aucun intérêt à son amélioration.

" Pour des raisons évidentes, ce sont évidemment ces gens "en marge" - (1) - qui sont les militants de l'opposition les plus actifs.

Je trouve, personnellement, que ce chapitre est particulièrement clair, par rapport aux autres.

Peut-être parce que chaque lecteur, à cet endroit s'arrêtera certainement pour se poser la question: Mais à quel groupe est-ce que j'appartiens?

Le chapitre IV "REMARQUES SUR LA STRUCTURE DU MOUVEMENT DEMOCRATIQUE" aborde la question, de la plus haute importance, de la tactique de lutte à adopter. Quelle forme de lutte est la plus efficace pour mettre à bas le régime totalitaire.

Faut-il adopter:
- La tactique de lutte ouverte du KSS/KOR
- Ou celle de la conspiration, comme "POLOGNE COMBATTANTE". - (2) -

KURON entreprend de polémiquer avec les auteurs de la brochure "POLOGNE COMBATTANTE", qui sont donc partisans de la lutte clandestine. Mais il utilise des arguments assez évanesques qu'il avoue qu'il est, comme cela ressort de la lecture de son essai, à la fois partisan des deux méthodes:

Ainsi en page 41, il écrit:
" Comme on le voit, j'admets les arguments des partisans de la conspiration, ce qui ne veut pas dire que je sois d'accord avec leurs propositions.

Il suffit cependant de tourner la page pour lire en page 43:

" Je suis contre la clandestinité car:

- (1) - il conviendrait mieux de dire "au ban" de la société, car c'est ce que le pouvoir tente de faire croire, et réaliser. Le mot est trop négatif, cependant, la traduction "les gens en marge", bien que sonnant moins bien que "les marginaux" est voulue, pour éviter l'amalgame avec cette conception très répandue.

- (2) - groupe probablement du PPN - Entente Polonaise pour l'Indépendance-clandestine, qui vient de publier cette brochure.

" -Primo: On ôte de cette façon la possibilité pour les gens d'avoir une activité ouverte. Et par là on affaiblit donc d'autant l'opposition.

" -Secundo: La clandestinité, à cause précisément du secret absolu nécessaire à une portée très limitée.

" -Tertio: La clandestinité, par le fait même de son existence, est la reconnaissance de la violation par le pouvoir des droits de l'homme et du citoyen, elle ramène l'indépendance de la société à ce qui est secret.

" -Enfin: Donnant l'illusion de la minimilisation des risques, elle ne prépare pas psychiquement par rapport aux répressions possibles.

" C'est ainsi que nous en venons au problème du climat psychique particulier qui règne dans les organisations clandestines. Car la nécessité de garder le secret, même envers les plus proches, ainsi que le respect strict de la discipline, sont les conditions indispensables de l'efficacité de l'action dans la clandestinité. Dans de telles conditions l'homme devient l'instrument anonyme d'une grande cause et il peut facilement traiter de la même façon n'importe qui d'autre.

" Heureusement les auteurs de "POLOGNE COMBATTANTE" sont conscients de ces dangers. Mais sauront-ils ce pendant les éviter?

On comprend l'inquiétude et le souci de KURON - qui transparaissent dans ses réflexions, sur le sort de tous ces "soldats" combattants pour de grandes causes. Il a raison, aussi, de craindre que les membres de "POLOGNE COMBATTANTE" ne sachent surmonter, éviter les répressions qui peuvent frapper leurs militants.

D'ailleurs KURON ne dissimule pas que le KSS/KOR a lui aussi recours à

des méthodes de conspiration:

Par exemple ils cachent leurs machines à polycopier, l'argent qu'ils récoltent, leurs documents, ils distribuent clandestinement le journal ROBOTNIK, (l'ouvrier), et leurs communiqués, enfin ceux qui sont chargés de ces tâches sont eux aussi dans la clandestinité.

Evidemment quelqu'un comme KURON ou Leszek Moczulski du ROPCIO, font en quelque sorte double emploi, si l'on peut s'exprimer ainsi.

Lorsque KURON, se rend aux cours de "l'université volante"-(1)- c'est à visage découvert, et il laisse alors aux sbires de la milice deux possibilités, l'arrêter ou non.

Par contre lorsqu'il mène des discussions importantes avec les autres membres du KSS/KOR par exemple, dans ce cas c'est bien de "pure" clandestinité qu'il s'agit.

Et il n'y a qu'une conclusion possible: Chaque système de lutte est bon, s'il permet de lutter efficacement contre le régime en affaiblissant, paralysant, ou détruisant les forces de l'adversaire.

(1)- T.K.N. - Société des Cours Scientifiques- Cours organisés par des professeurs et étudiants de l'opposition pour démasquer les falsifications que le régime fait subir à la science en général. Beaucoup de cours d'histoire notamment sont donnés sur l'histoire d'avant-guerre et contemporaine.



Toute la question est évidemment de savoir l'utiliser, et au bon moment.

Moi, qui suis pour l'instant à l'écart, en dehors de l'axe du "cyclone" il m'est difficile, ou plutôt il m'est interdit de conseiller quoi que ce soit sur cette question, car confortablement installé, dans un repaire sûr et tranquille, je démontrerais par là, une grande lâcheté.

Bien que je ne cacherai pas que je vous envie de vous trouver dans ce cyclone.

J'ai bon espoir, de vous rejoindre mais pour l'instant, il m'est réservé de vivre de rêves...

P.S. Faute de place, je dois limiter ici ce commentaire des "ELEMENTS DE REFLEXION". Mais les autres problèmes seront présentés dans la préface-commentaire à l'essai de KURON, que nos lecteurs polonais recevront avec le N°7/8 du FRELON.

A NOS LECTEURS !

Nous savons tous l'importance que peut avoir le passage de véritables informations dans les pays comme la Pologne, qui se trouvent actuellement dans une situation politique particulièrement difficile.

En Pologne "populaire", les moyens d'information sont censurés, ils sont aux mains de "journalistes" soumis complètement au parti, et lorsqu'ils donnent certaines informations, elles sont toujours déformées, présentées de façon tendancieuse, sélectionnées pour ne laisser passer que celles qui peuvent servir au parti bureaucratique, complètement coupé du peuple polonais et obéissant servilement aux directives du Kremlin.

Le bulletin Szerzen -le Frelon est tourné principalement vers les travailleurs de Pologne, et tente par tous les moyens possibles de leur faire parvenir cette information vraie dont ils sont privés. Et nous avons l'intention de continuer.

Bien évidemment le problème financier est d'importance. C'est pourquoi nous nous tournons vers nos lecteurs pour qu'ils nous soutiennent en propageant le Frelon, en le faisant lire autour d'eux, à leurs amis, à leurs camarades de travail, en augmentant le cercle de lecteurs de notre bulletin et en récoltant pour le Frelon de plus en plus d'abonnements ou de soutien financier. A ce sujet nous rappelons à nos premiers abonnés que leur abonnement se termine avec le N° 6, et que nous les invitons donc à se réabonner aux mêmes conditions que précédemment.

La multiplication des contacts avec les travailleurs polonais dépend de votre soutien. Nous attendons de nouveaux abonnements au Frelon ainsi que vos lettres avec vos remarques, vos opinions, vos critiques, vos contributions à la discussion.

La rédaction

CHER LECTEUR!

CHAQUE DON QUE TU NOUS ENVOIES EST UN

DON PERSONNEL

POUR LE SOUTIEN DU

COMBAT DE LA CLASSE OUVRIERE POLONAISE

A QUI

LE FRELON S'ADRESSE

UTILISEZ ! FAITES REMPLIR CES BONS !

NOM: _____

PRENOM _____

ADRESSE _____

je m'abonne pour _____ numéros à partir du N ° _____

pour l'édition FRANCAISE-POLONAISE (§1)
(§1) rayer la mention inutile.

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE _____

je m'abonne pour _____ numéros à partir du N ° _____

pour l'édition FRANCAISE-POLONAISE (§1)
(§1) rayer la mention inutile.

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE _____

je m'abonne pour _____ numéros à partir du N ° _____

pour l'édition FRANCAIS-POLONAISE (§1)
(§1) rayer la mention inutile.

PRIX DU NUMERO ORDINAIRE: 5F.- ABONNEMENT POUR SIX NUMEROS: 25F.- DE SOUTIEN: 50F.

Adressez vos paiements à : EDMUND BALUKA
B.P. 240 - 75 564 PARIS - CEDEX 12.

Szerzeń

(LE FRELON)

TRIBUNE LIBRE D'INFORMATION ET DE DISCUSSION

PROGRAMME DU FRELON

Nous donnons les treize points suivants de notre programme pour l'orientation de nos lecteurs. Dans les prochains numéros nous nous proposons de les développer, point par point, plus largement.

- 1- La liberté du pays.
 - 2- La destruction du monopole du P.O.U.P. qui ne représente pas les intérêts de la classe ouvrière, mais est soumis servilement au P.C.U.S.
 - 3- L'évacuation par l'armée du Kremlin du territoire polonais.
 - 4- La dissolution des forces répressives de la milice -MSW- dépendant du ministère de l'intérieur, qui ont pour modèle les formations hitlériennes SS et stalinienne du KGB.
 - 5- Les syndicats indépendants soumis à aucun parti politique, ni aucune autorité administrative ou gouvernementale.
 - 6- Le droit de grève (garanti par la Constitution).
 - 7- La garantie des libertés individuelles, de la liberté de réunion et de rassemblement (garanti par la Constitution)
 - 8- Liberté de la presse, de la radio, de la T.V., la suppression de la censure, ce qui concerne aussi toutes les publications des gens de lettre et écrivains.
 - 9- La constitution de conseils ouvriers dans toutes les entreprises, qui auront une voix décisive dans les affaires sociales et économiques.
 - 10- Le changement de la procédure des élections au parlement. Le parlement d'aujourd'hui est une parodie car les députés acclament seulement les décisions du Comité Central du P.O.U.P.
 - 11- La garantie constitutionnelle que l'armée polonaise et les formations armées de la milice civile MO, n'interviennent pas contre les manifestations et contre les ouvriers en grève.
 - 12- L'autonomie des universités et des écoles supérieures (que garantit la Constitution).
 - 13- L'annulation des accords avec l'U.R.S.S., traités nuisibles à la Pologne - (entre autres, les traités de Yalta, Téhéran et Potsdam).
- *
* *

prix du numéro: 5 f.

ABONNEZ-VOUS

RENOUVELEZ

VOS

ABONNEMENTS

A

Szerezen

(le frelon)

rédaction : B.P. 240 * 75 564 PARIS CEDEX 12

directeur de la publication : Jean AYME

imprimerie spéciale INFORMATIONS OUVRIERES

87 rue du Faubourg St-Denis — 75010 PARIS

commission paritaire n° 60 715